

**RCS : ANGERS**

**Code greffe : 4901**

**Documents comptables**

**REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

**Nature du document : Documents comptables (B-C)**

**Numéro de gestion : 2015 B 01161**

**Numéro SIREN : 413 101 957**

**Nom ou dénomination : FINANCIERE DE L'OMBREE**

**Ce dépôt a été enregistré le 15/10/2021 sous le numéro de dépôt 15924**

# **FINANCIERE DE L'OMBREE**

Société par actions simplifiée

8, boulevard Charles Détriché

49000 ANGERS

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

**FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL**  
4, Rue Fernand Forest  
49000 Angers  
Membre de la CRCC d'Angers

**Deloitte & Associés**  
1 Rue Benjamin Franklin  
44800 Saint Herblain  
Membre de la CRCC de Versailles

# FINANCIERE DE L'OMBREE

Société par actions simplifiée

8, boulevard Charles Détriché

49000 ANGERS

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

A l'associée unique de la société FINANCIERE DE L'OMBREE,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons établi en date du 13 juin 2019 un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder à la vérification des comptes consolidés et du rapport de gestion du groupe, ceux-ci n'ayant pas été mis à notre disposition dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 25 juin 2019, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FINANCIERE DE L'OMBREE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Note sur la continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes consolidés qui expose les actions menées par le groupe en 2018 et la signature d'un protocole d'accord avec les actionnaires et partenaires le 3 juin 2019.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre Groupe comptabilise le chiffre d'affaires et la marge sur les contrats à long terme selon la méthode de l'avancement, tel que précisé dans la note 9 « Contrats à long terme » du paragraphe D « Principes de consolidation » de l'annexe. Nous avons été conduits dans ce cadre à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.
- La note 1 « Immobilisations corporelles et incorporelles » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons examiné les éléments justifiant de l'évaluation de ces frais, contrôlé la pertinence des amortissements et dépréciations pratiqués, et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée.
- La note 3 « Stocks et en-cours » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les éléments probants justifiant de l'évaluation des stocks, contrôlé la pertinence des taux de provision pour dépréciation retenus, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode exposé ci-dessus et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée.

- Votre Groupe comptabilise des provisions pour risques et charges destinées à couvrir le coût estimé des litiges et contentieux identifiés à la date de clôture, tel qu'exposé dans la note 5 « Provisions pour risques et charges » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de ces provisions, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les estimations comptables importantes des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.
- Des provisions pour charges ont été constituées dans le cadre de la mise en œuvre de deux plans de sauvegarde de l'emploi, tel qu'il est indiqué dans la note M « Provisions pour risques et charges » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses définies par la direction sur lesquelles se fonde l'estimation de ces provisions, à revoir sur la base de tests les calculs effectués par le Groupe, et à contrôler les estimations retenues par la direction.
- La note A « Ecart d'acquisition » de l'annexe expose les modalités de valorisation et de dépréciation des écarts d'acquisition. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et les modalités de réalisation des tests de dépréciation. Nous avons vérifié que ce paragraphe de l'annexe fournit une information appropriée.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Angers et Saint-Herblain, le 27 juin 2019

Les commissaires aux comptes

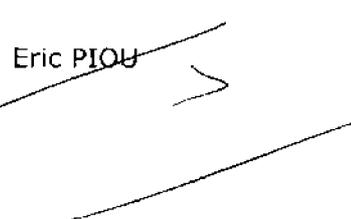
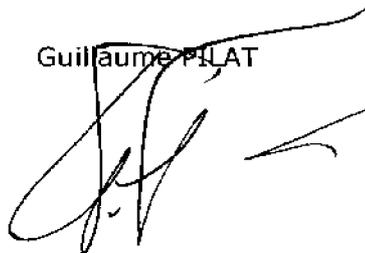
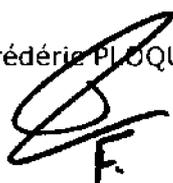
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

Deloitte & Associés

Frédérique PLOQUIN

Guillaume PILAT

Eric PLOU



## Bilan Actif consolidé

|   |      | Montant Brut       | Dépréciation       | 31/12/2018         | 31/12/2017         |
|---|------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>ECART D'ACQUISITION</b>                    | I    | 10 867 617         | 9 984 737          | 882 880            | 882 880            |
| Capital souscrit non appelé                   | II   |                    |                    |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>          |      |                    |                    |                    |                    |
| Frais d'établissement                         |      |                    |                    |                    |                    |
| Frais de recherche et de développement        |      | 3 005 793          | 2 164 414          | 841 379            | 1 850 477          |
| Concessions, brevets, droits similaires       |      | 8 892 115          | 7 430 130          | 1 461 985          | 1 608 332          |
| Fonds commercial                              |      | 2 170 593          | 1 812 477          | 358 116            | 358 116            |
| Autres immobilisations incorporelles          |      |                    |                    |                    |                    |
| Immobilisations en cours                      |      |                    |                    |                    |                    |
| Avances et acomptes                           |      |                    |                    |                    | 193 060            |
|   |      |                    |                    |                    | 980                |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>            |      |                    |                    |                    |                    |
| Terrains                                      |      | 2 941 388          | 280 075            | 2 661 313          | 2 671 262          |
| Constructions                                 |      | 24 774 786         | 11 897 592         | 12 877 194         | 12 797 517         |
| Installations techniques, matériel, outillage |      | 52 744 310         | 42 466 583         | 10 277 727         | 12 215 569         |
| Autres immobilisations corporelles            |      | 15 986 377         | 13 363 124         | 2 623 253          | 2 764 533          |
| Immobilisations en cours                      |      | 642 361            | 55 604             | 586 757            | 503 198            |
| Avances et acomptes                           |      | 402 583            |                    | 402 583            | 464 095            |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>            |      |                    |                    |                    |                    |
| Titres de participation                       |      | 3 615 028          | 3 615 028          |                    |                    |
| Actifs nets en cours de cession               |      |                    |                    |                    |                    |
| Participations par mise en équivalence        |      |                    |                    |                    |                    |
| Créances rattachées à des participations      |      | 72 727             |                    | 72 727             | 185 003            |
| Autres titres immobilisés                     |      | 46 750             | 5 749              | 41 001             | 30 988             |
| Prêts   |      | 331 097            |                    | 331 097            | 53 676             |
| Autres immobilisations financières            |      | 798 379            | 45 033             | 753 346            | 704 593            |
| <b>TOTAL III</b>                              |      | <b>116 424 287</b> | <b>83 135 809</b>  | <b>33 288 478</b>  | <b>36 401 399</b>  |
| <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                     |      |                    |                    |                    |                    |
| Matières premières, approvisionnements        |      | 59 313 543         | 6 689 464          | 52 624 079         | 56 776 122         |
| En-cours de production de biens               |      | 16 149 558         | 1 139 979          | 15 009 579         | 18 312 366         |
| En-cours de production de services            |      | 365 796            |                    | 365 796            | 296 464            |
| Produits intermédiaires et finis              |      | 11 330 725         | 623 114            | 10 707 611         | 8 346 627          |
| Marchandises                                  |      | 16 146             | 11 933             | 4 213              | 48 415             |
| Avances, acomptes versés sur commandes        |      | 3 064 886          |                    | 3 064 886          | 2 718 602          |
| <b>CREANCES</b>                               |      |                    |                    |                    |                    |
| Créances clients et comptes rattachés         |      | 51 883 351         | 2 530 583          | 49 352 768         | 46 042 855         |
| Actifs d'impôt différé                        |      |                    |                    |                    |                    |
| Autres créances                               |      | 39 323 491         |                    | 39 323 491         | 22 816 263         |
| Capital souscrit et appelé, non versé         |      |                    |                    |                    |                    |
| <b>DIVERS</b>                                 |      |                    |                    |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement               |      | 354 547            |                    | 354 547            | 202 959            |
| Actions propres                               |      |                    |                    |                    |                    |
| Disponibilités                                |      | 12 938 603         |                    | 12 938 603         | 15 344 909         |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>              |      |                    |                    |                    |                    |
| Charges constatées d'avance                   |      | 1 352 537          |                    | 1 352 537          | 1 495 315          |
| <b>TOTAL IV</b>                               |      | <b>196 093 183</b> | <b>10 995 073</b>  | <b>185 098 110</b> | <b>172 400 899</b> |
| Charges à répartir s/plusieurs exercices      | V    |                    |                    |                    |                    |
| Primes remboursement des obligations          | VI   |                    |                    |                    |                    |
| Ecart de conversion actif                     | VII  |                    |                    |                    |                    |
| Ecart d'arrondi actif                         | VIII |                    |                    |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL (I à VIII)</b>               |      | <b>323 385 087</b> | <b>104 115 619</b> | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> |

## Bilan Passif consolidé

|  | 31/12/2018         | 31/12/2017         |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                |                    |                    |
| Capital social   | 11 336 464         | 11 336 464         |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                 |                    |                    |
| Ecart de réévaluation                                  |                    |                    |
| Ecart de réévaluation groupe                           |                    |                    |
| Réserve légale   | 200 000            | 200 000            |
| Réserves statutaires ou contractuelles                 |                    |                    |
| Réserves réglementées                                  |                    |                    |
| Autres réserves  |                    |                    |
| Réserve du groupe                                      |                    | 8 891 773          |
| Ecart de conversion groupe                             | 37 660 590         | 38 000 140         |
| Report à nouveau                                       | 155 247            | 241 106            |
| <b>Résultat Groupe</b>                                 | <b>-22 886 312</b> |                    |
| Subventions d'investissements                          | <b>-9 539 457</b>  | <b>-32 118 503</b> |
| Amortissement dérogatoires                             |                    |                    |
| Autres provisions réglementées                         |                    |                    |
| Titres en autocontrôle                                 |                    |                    |
| <b>TOTAL I</b>   | <b>16 926 532</b>  | <b>26 550 980</b>  |
| <b>INTERETS MINORITAIRES</b>                           |                    |                    |
| Intérêts hors groupe                                   | 101 014            | 664 375            |
| Ecart de conversion hors groupe                        | -23 141            | -18 948            |
| Résultat hors groupe                                   | -323 593           | -595 133           |
| <b>TOTAL II</b>  | <b>-245 720</b>    | <b>50 294</b>      |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                            |                    |                    |
| Produits des émissions de titres participatifs         |                    |                    |
| Avances conditionnées                                  | 1 419 730          | 1 782 422          |
| <b>TOTAL III</b>                                       | <b>1 419 730</b>   | <b>1 782 422</b>   |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>              |                    |                    |
| Provisions pour acquisitions de titres                 | 3 660              | 10 421             |
| Provisions pour risques                                | 16 261 609         | 16 985 928         |
| Provisions pour charges                                | 8 308 319          | 8 620 164          |
| Provisions pour passif d'impôt différé                 |                    |                    |
| <b>TOTAL IV</b>  | <b>24 573 588</b>  | <b>25 616 513</b>  |
| <b>DETTES</b>  |                    |                    |
| Emprunts obligataires convertibles                     | 22 603 679         | 22 164 153         |
| Autres emprunts obligataires                           |                    |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 36 520 542         | 36 054 494         |
| Concours bancaires courants                            | 3 293 520          | 1 569 802          |
| Emprunts en crédit-bail                                | 870 574            | 1 118 615          |
| Emprunts et dettes financières divers                  | 1 916 697          | 1 728 056          |
| Passif nets en cours de cession                        |                    |                    |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours       | 11 073 688         | 7 366 256          |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés               | 65 378 613         | 56 322 136         |
| Dettes fiscales et sociales                            | 29 901 782         | 23 085 260         |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés        | 26 178             | 487 972            |
| Autres dettes  | 2 431 043          | 2 150 031          |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                       |                    |                    |
| Produits constatés d'avance                            | 2 579 022          | 3 638 194          |
| <b>TOTAL V</b>   | <b>176 595 338</b> | <b>155 684 959</b> |
| Ecart de conversion passif                             | VI                 |                    |
| Ecart d'arrondi passif                                 | VII                |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                   | <b>(I à VII)</b>   |                    |
|  | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> |

## Compte de résultat consolidé

|  | 31/12/2018            | 31/12/2017         |
|--|-----------------------|--------------------|
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>  |                       |                    |
| Ventes de marchandises France  | 750 348               | 757 351            |
| Ventes de marchandises Export  | 84 708                | 224 888            |
| Production vendue de biens France  | 189 100 310           | 199 089 425        |
| Production vendue de biens Export  | 148 935 021           | 141 846 248        |
| Production vendue de services France                                       | 21 058 210            | 23 682 322         |
| Production vendue de services Export                                       | 1 622 499             | 1 878 011          |
| <b>TOTAL I</b>   | <b>361 551 096</b>    | <b>367 478 245</b> |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>   |                       |                    |
| Production stockée   | -312 216              | 2 709 314          |
| Production immobilisée   | 21 505                | 910 853            |
| Subventions d'exploitation   | 344 175               | 600 366            |
| Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges | 10 036 930            | 9 349 907          |
| Autres produits  | 747 107               | 2 216 384          |
| <b>TOTAL II</b>  | <b>10 837 501</b>     | <b>15 786 824</b>  |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>  |                       |                    |
| Achats de marchandises   | 77 380                | 882 065            |
| Variation des stocks de marchandises                                       | 45 024                | -4 012             |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                  | 211 414 668           | 231 243 560        |
| Variation des stocks de matières premières et approvisionnements           | 773 674               | -11 083 927        |
| Autres achats et charges externes  | 38 728 199            | 39 225 132         |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                      | 5 094 384             | 5 109 226          |
| Salaires et traitements  | 81 024 219            | 78 948 115         |
| Charges sociales   | 21 459 718            | 21 070 619         |
| Dotations aux amortissements des immobilisations                           | 7 575 546             | 8 300 728          |
| Dotations aux dépréciations d'immobilisations                              |                       |                    |
| Dotations aux dépréciations d'actifs circulants                            | 7 286 256             | 8 261 440          |
| Dotations aux provisions pour risques et charges                           | 2 820 109             | 3 451 442          |
| Autres charges   | 1 194 495             | 1 683 583          |
| <b>TOTAL III</b>   | <b>377 493 672</b>    | <b>387 087 971</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>(I + II - III)</b> | <b>-3 822 902</b>  |
| Bénéfice attribué ou perte transférée                                      |                       |                    |
| Perte supportée ou bénéfice transféré                                      |                       |                    |

## Compte de résultat consolidé (suite)

|   | 31/12/2018                    | 31/12/2017         |
|---|-------------------------------|--------------------|
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                      |                               |                    |
| De participation  | 40                            | 40                 |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé   | 1 641                         |                    |
| Autres intérêts et produits assimilés                           | 54 070                        | 69 433             |
| Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges | 346 169                       | 7 115              |
| Différences positives de change                                 | 47 615                        |                    |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement   |                               | 14 443             |
| Ecarts de conversion  |                               |                    |
| <b>TOTAL IV</b>   | <b>449 535</b>                | <b>91 031</b>      |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                      |                               |                    |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions       | 31 477                        | 257 153            |
| Intérêts et charges assimilées                                  | 2 247 106                     | 2 193 115          |
| Différences négatives de change                                 | 124 690                       | 16 231             |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement  | 12 820                        |                    |
| Ecarts de conversion  | -2                            | 18                 |
| <b>TOTAL V</b>  | <b>2 416 091</b>              | <b>2 466 517</b>   |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                       | <b>(IV - V)</b>               | <b>-2 375 486</b>  |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>                            | <b>-7 071 631</b>             | <b>-6 198 388</b>  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                   |                               |                    |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                | 874 046                       | 5 727 263          |
| Autres produits exceptionnels sur opérations en capital         | 3 740 089                     | 1 011 783          |
| Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges | 5 036 701                     | 1 860 780          |
| <b>TOTAL VI</b>   | <b>9 650 836</b>              | <b>8 599 826</b>   |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                  |                               |                    |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion               | 4 773 645                     | 7 894 510          |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital        | 3 352 095                     | 7 712 527          |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions       | 3 850 261                     | 13 245 239         |
| <b>TOTAL VII</b>  | <b>11 976 001</b>             | <b>28 852 276</b>  |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                                    | <b>(VI - VII)</b>             | <b>-2 325 165</b>  |
| Impôts dus sur les bénéfices                                    | 473 015                       | -115 590           |
| Impôts différés sur les bénéfices                               |                               | 6 471 656          |
| <b>TOTAL VIII</b>   | <b>473 015</b>                | <b>6 356 066</b>   |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                       | <b>(I + II + IV + VI)</b>     | <b>382 488 968</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  | <b>(III + V + VII + VIII)</b> | <b>424 762 830</b> |
| <b>Résultat des sociétés intégrées</b>                          | <b>-9 869 811</b>             | <b>-32 806 904</b> |
| Résultat des sociétés mises en équivalence                      |                               |                    |
| Dotations aux amortissements des écarts acquisitions            | -6 761                        | -93 268            |
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>                            | <b>-9 863 050</b>             | <b>-32 713 636</b> |
| <b>RESULTAT GROUPE</b>  | <b>-9 539 457</b>             | <b>-32 118 503</b> |
| <b>RESULTAT HORS GROUPE</b>                                     | <b>-323 593</b>               | <b>-595 133</b>    |
| Résultat par action   | -13,46375                     | -87,24604          |
| Résultat dilué par action                                       | -13,46375                     | -87,24604          |

## Soldes intermédiaires de gestion consolidés

|  | 31/12/2018         | %             | 31/12/2017         | %             |
|--|--------------------|---------------|--------------------|---------------|
| Ventes de marchandises                                     | 835 056            | 0,23          | 982 239            | 0,26          |
| Production vendue  | 360 716 040        | 99,85         | 366 496 006        | 98,76         |
| + Production stockée                                       | -312 216           | -0,09         | 2 709 314          | 0,73          |
| + Production immobilisée                                   | 21 505             | 0,01          | 910 853            | 0,25          |
| <b>PRODUCTION + VENTES</b>                                 | <b>361 260 385</b> | <b>100,00</b> | <b>371 098 412</b> | <b>100,00</b> |
| - Coût d'achat des marchandises vendues                    | 122 404            | 0,03          | 878 053            | 0,24          |
| - Coût d'achat matières et approvisionnements              | 212 188 342        | 58,74         | 220 159 633        | 59,33         |
| - Sous-traitance   | 6 989 019          | 1,93          | 8 818 666          | 2,38          |
| <b>MARGE BRUTE GLOBALE</b>                                 | <b>141 960 620</b> | <b>39,30</b>  | <b>141 242 060</b> | <b>38,06</b>  |
| - Autres achats et charges externes                        | 31 739 180         | 8,79          | 30 406 466         | 8,19          |
| <b>VALEUR AJOUTEE</b>                                      | <b>110 221 440</b> | <b>30,51</b>  | <b>110 835 594</b> | <b>29,87</b>  |
| + Subventions d'exploitation                               | 344 175            | 0,10          | 600 366            | 0,16          |
| - Impôts et taxes  | 5 094 384          | 1,41          | 5 109 226          | 1,38          |
| - Charges de personnel                                     | 102 483 937        | 28,37         | 100 018 734        | 26,95         |
| <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>                        | <b>2 987 294</b>   | <b>0,83</b>   | <b>6 308 000</b>   | <b>1,70</b>   |
| + Transferts de charges d'exploitation                     | 741 894            | 0,21          | 1 934 106          | 0,52          |
| <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION RETRAITE</b>               | <b>3 729 188</b>   | <b>1,03</b>   | <b>8 242 106</b>   | <b>2,22</b>   |
| + Reprises dépré. actif circulant et prov. risques et ch.  | 9 254 882          | 2,56          | 7 415 801          | 2,00          |
| - Dotations dépré. actif circulant et prov. risques et ch. | 10 106 365         | 2,80          | 11 713 050         | 3,16          |
| + Autres produits  | 747 107            | 0,21          | 2 216 384          | 0,60          |
| - Autres charges   | 1 194 495          | 0,33          | 1 683 583          | 0,45          |
| <b>E.B.I.T.D.A</b>   | <b>2 430 317</b>   | <b>0,67</b>   | <b>4 477 658</b>   | <b>1,21</b>   |
| + Reprises d'amortissements des immobilisations            | 40 154             | 0,01          |                    |               |
| - Dotations amortiss. dépré. immobilisations               | 7 575 546          | 2,10          | 8 300 560          | 2,24          |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                             | <b>-5 105 075</b>  | <b>-1,41</b>  | <b>-3 822 902</b>  | <b>-1,03</b>  |
| + Produits financiers                                      | 449 535            | 0,12          | 91 031             | 0,02          |
| - Charges financières                                      | 2 416 091          | 0,67          | 2 466 517          | 0,66          |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>                        | <b>-7 071 631</b>  | <b>-1,96</b>  | <b>-6 198 388</b>  | <b>-1,67</b>  |
| Produits exceptionnels                                     | 9 650 836          | 2,67          | 8 599 826          | 2,32          |
| - Charges exceptionnelles                                  | 11 976 001         | 3,32          | 28 852 276         | 7,77          |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>-2 325 165</b>  | <b>-0,64</b>  | <b>-20 252 450</b> | <b>-5,46</b>  |
| - Impôt dus sur les sociétés                               | 473 015            | 0,13          | -115 590           | -0,03         |
| - Impôt différés sur les bénéfices                         |                    |               | 6 471 656          | 1,74          |
| <b>RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES</b>                     | <b>-9 869 811</b>  | <b>-2,73</b>  | <b>-32 806 904</b> | <b>-8,84</b>  |
| - Dotations amortissement écarts d'acquisition             | -6 761             | 0,00          | -93 268            | -0,03         |
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>                       | <b>-9 863 050</b>  | <b>-2,73</b>  | <b>-32 713 636</b> | <b>-8,82</b>  |
| <b>RESULTAT GROUPE</b>                                     | <b>-9 539 457</b>  | <b>-2,64</b>  | <b>-32 118 503</b> | <b>-8,65</b>  |
| <b>RESULTAT HORS GROUPE</b>                                | <b>-323 593</b>    | <b>-0,09</b>  | <b>-595 133</b>    | <b>-0,16</b>  |

## Bilan financier consolidé

| <b>ACTIF - Emplois</b>          | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  | <b>PASSIF - Ressources</b>           | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Ecarts d'acquisition            | 882 880            | 882 880            | Capital, primes et réserves groupe   | 26 465 989         | 58 669 483         |
| Immobilisations incorporelles   | 2 661 480          | 4 010 965          | Résultat groupe                      | -9 539 457         | -32 118 503        |
| Immobilisations corporelles     | 29 428 827         | 31 416 174         | <b>Capitaux propres groupe</b>       | <b>16 926 532</b>  | <b>26 560 980</b>  |
| Immobilisations financières     | 1 198 171          | 974 260            | Intérêts minoritaires                | -245 720           | 50 294             |
|                                 |                    |                    | Avances conditionnées                | 1 419 730          | 1 782 422          |
|                                 |                    |                    | Provisions pour risques et charges   | 24 573 588         | 25 616 513         |
|                                 |                    |                    | Emprunts obligataires                | 22 603 679         | 22 164 153         |
|                                 |                    |                    | Financements à moyen/long terme      | 37 391 116         | 37 173 109         |
|                                 |                    |                    | Dettes financières diverses          | 1 916 697          | 1 728 066          |
| <b>Biens stables (I)</b>        | <b>34 171 358</b>  | <b>37 284 279</b>  | <b>Capitaux permanents (II)</b>      | <b>104 585 622</b> | <b>115 065 527</b> |
|                                 |                    |                    | <b>Fonds de roulement (II-I)</b>     | <b>70 414 264</b>  | <b>77 781 248</b>  |
| Stocks et en-cours              | 78 711 278         | 83 779 996         | Avances et acomptes reçus            | 11 073 688         | 7 366 256          |
| Avances et acomptes versés      | 3 064 886          | 2 716 602          | Fournisseurs et rattachés            | 65 378 613         | 56 322 136         |
| Créances clients et rattachés   | 49 352 768         | 46 042 855         | Autres dettes et divers              | 34 938 025         | 29 361 457         |
| Autres créances et divers       | 40 676 028         | 24 311 578         |                                      |                    |                    |
| Mobilisation d'affacturage      | 38 674 724         | 42 038 063         |                                      |                    |                    |
| <b>Biens circulants (III)</b>   | <b>210 479 684</b> | <b>198 891 094</b> | <b>Passif circulant (IV)</b>         | <b>111 390 326</b> | <b>93 049 849</b>  |
| <b>B.F.R. (III-IV)</b>          | <b>99 089 358</b>  | <b>105 841 246</b> |                                      |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement | 354 547            | 202 959            | Concours bancaires courants          | 3 293 520          | 1 569 802          |
| Disponibilités                  | 12 938 603         | 15 344 909         |                                      |                    |                    |
| Mobilisation d'affacturage      | -38 674 724        | -42 038 063        |                                      |                    |                    |
| <b>Liquidités (V)</b>           | <b>-25 381 574</b> | <b>-26 490 195</b> | <b>Financements court terme (VI)</b> | <b>3 293 520</b>   | <b>1 569 802</b>   |
| <b>Trésorerie nette (V-VI)</b>  | <b>-28 675 094</b> | <b>-28 059 997</b> |                                      |                    |                    |
| <b>TOTAL BILAN ACTIF</b>        | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> | <b>TOTAL BILAN PASSIF</b>            | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> |

## Tableau des flux de trésorerie consolidé

|  | 31/12/2018        | 31/12/2017         |
|--|-------------------|--------------------|
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>   | <b>-9 863 050</b> | <b>-32 713 636</b> |
| <b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</b> |                   |                    |
| Amortissements des écarts d'acquisition  | -6 761            | -93 268            |
| Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé  | 6 290 417         | 8 625 758          |
| Provisions pour risques et charges   | -1 046 622        | 13 150 186         |
| Subventions virées en résultat   | -173 950          | -420 794           |
| Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt  | -1 077 141        | 6 054 375          |
| Variation des impôts différés  |                   | 6 471 656          |
| Résultat des activités non maintenues  |                   |                    |
| <b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>  | <b>-5 877 107</b> | <b>1 074 277</b>   |
| <b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :</b>                                |                   |                    |
| Stocks et en-cours   | 5 066 561         | -12 551 139        |
| Clients et rattachés   | 590 142           | -410 860           |
| Fournisseurs et rattachés  | 7 085 510         | 3 796 603          |
| Créances et dettes fiscales et sociales  | 563 001           | -1 950 354         |
| Autres créances et dettes  | -9 018 870        | 3 090 763          |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)</b>  | <b>-1 590 763</b> | <b>-6 950 710</b>  |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles   | -591 048          | -1 620 927         |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles   | -4 614 977        | -4 069 735         |
| Acquisitions d'immobilisations financières   | -113 356          | -64 653            |
| Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt   | 3 127 301         | 27 079             |
| Cessions/Réductions d'immobilisations financières  | 113 534           | 40 493             |
| Variation des créances et dettes sur immobilisations   | -1 061 794        | 226 444            |
| Incidence de la trésorerie d'ouverture des entreprises en cours de cessions (2)                        | 23 917            | 184 417            |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)</b>                                 | <b>-3 116 423</b> | <b>-5 276 882</b>  |
| Augmentations de capital en numéraire  |                   | 9 336 464          |
| Subventions d'investissement reçues  | 249 647           | 90 509             |
| Emissions d'emprunts   | 8 687 762         | 46 547 695         |
| Remboursements d'emprunts et assimilés   | -8 790 474        | -18 432 162        |
| Variation des intérêts courus  | 436 275           | 48 540             |
| Variation des emprunts et dettes financières divers  | 135 108           | -2 092 499         |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)</b>                                  | <b>718 318</b>    | <b>35 498 547</b>  |
| Incidence des variations de cours des devises (IV)   | 10 432            | -304 096           |
| <b>Variation de trésorerie (I à IV)</b>  | <b>-3 978 436</b> | <b>22 966 859</b>  |
| Trésorerie d'ouverture   | 13 978 066        | -8 988 793         |
| Trésorerie de clôture  | 9 999 630         | 13 978 066         |

(1) Variation nette de dépréciations.

(2) En 2018, cession de 4 % des titres IOT SUZHOU par EOLANE CHINA

En 2017, cession de la société EOLANE EPIERRE-MONTBONNOT, cession de la société SCI D'EPIERRE, et complément de prix de cession de la société NC2.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidé

| Nature   | Groupe             | Intérêts<br>minoritaires | TOTAL              |
|--|--------------------|--------------------------|--------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2016</b>   | <b>50 402 960</b>  | <b>776 721</b>           | <b>51 179 681</b>  |
| Variation de capital de l'entité consolidante      | 9 336 464          |                          | 9 336 464          |
| <b>Résultat 31/12/2017</b>                         | <b>-32 118 503</b> | <b>-595 133</b>          | <b>-32 713 636</b> |
| Distributions effectuées par l'entité consolidante |                    |                          |                    |
| Variation des écarts de conversion                 | -1 156 361         | -24 842                  | -1 181 203         |
| Changements de méthodes comptables                 | 102 734            |                          | 102 734            |
| Variation de pourcentages d'intérêts               | -12 340            | -102 735                 | -115 075           |
| Autres variations                                  | -3 973             | -3 718                   | -7 691             |
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2017</b>   | <b>26 550 980</b>  | <b>50 294</b>            | <b>26 601 274</b>  |
| Variation de capital de l'entité consolidante      |                    |                          |                    |
| <b>Résultat 31/12/2018</b>                         | <b>-9 539 457</b>  | <b>-323 593</b>          | <b>-9 863 050</b>  |
| Distributions effectuées par l'entité consolidante |                    |                          |                    |
| Variation des écarts de conversion                 | -85 114            | -2 020                   | -87 134            |
| Variation de pourcentages d'intérêts               |                    | 29 601                   | 29 601             |
| Autres variations                                  | 122                | -1                       | 121                |
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2018</b>   | <b>16 926 532</b>  | <b>-245 720</b>          | <b>16 680 812</b>  |

# ANNEXE

## Faits caractéristiques de l'exercice

### • Note sur la continuité d'exploitation

L'exercice 2018 s'est déroulé conformément au plan Cap 2020 établi par le Management lors de l'arrivée du nouvel investisseur en Juillet 2017 à savoir :

- les fermetures des sites de VAILHAUQUES et de RONCQ sont effectives depuis fin 2018 pour le premier et fin Mars 2019 pour le second.
- les transferts d'activités entre sites en vue de les spécialiser sont largement engagés et vont se poursuivre tout au long de l'exercice 2019.
- l'organisation par BUSINESS UNIT/marché est en place et une nouvelle stratégie commerciale est en cours de finalisation.
- la mutualisation et la rationalisation des organisations et fonctions supports France sont engagées et vont se poursuivre en 2019
- un développement de l'activité à l'international, autofinancée par les résultats de chaque filiale internationale est engagée.

Les différentes actions, lancées dans le cadre de Cap 2020, n'ont pas encore d'impact favorable sur les comptes 2018, mais commenceront à infléchir, de façon significative et positive, la performance du groupe à partir de 2019.

L'exercice 2018 a été impacté par un marché mondial des composants en crise, les capacités de production n'étant pas en mesure de répondre à la demande croissante de composants électroniques.

Il en résulte pour Eolane des décalages de production par manque de certains composants pour finaliser les productions, et en parallèle, une hausse des stocks de composants pour sécuriser les approvisionnements.

Pour faire face à la crise des composants et disposer de plus de souplesse en termes de trésorerie, le groupe est entré en discussion avec ses principaux clients, banquiers, l'Etat et ses actionnaires pour mettre en place un accord permettant :

- \* au groupe de faire face à ses besoins de trésorerie pour les 3 années à venir,
- \* d'absorber l'aggravation éventuelle de la crise des composants.

Ce protocole d'accord a fait l'objet d'une signature entre les parties concernées le 3 juin 2019.

Le Groupe dispose, aujourd'hui, des moyens financiers pour dérouler sa stratégie de restructuration dans le cadre des hypothèses de travail retenues pour le business plan de l'entreprise.

### • Ventes de composants

Le chiffre d'affaires lié aux ventes de composants qui s'élève sur l'exercice à 16 495 122 euros, apparaît en moins des achats de matières premières et autres approvisionnements afin de donner une vision plus économique, notamment sur le chiffre d'affaires et la marge brute globale du groupe.

### • Fermetures de sites

Compte-tenu de la fermeture du site de RONCQ annoncée en 2018, des transferts de production vers d'autres sites ont eu lieu, entraînant la vente d'une partie du stock de composants à d'autres entités du Groupe pour 4 millions d'Euros.

Le site de VAILHAUQUES a effectivement cessé son activité en date du 30 Novembre 2018. La société a rendu les bâtiments qu'elle louait le 31 Décembre 2018. A la clôture, les salariés sont toujours présents dans la structure.

La société NANOLANE a cessé son activité sur l'exercice 2018.

## • CITE DE L'OBJET CONNECTE

Le 11 décembre 2018, la Cité de l'Objet Connecté et WE Network ont annoncé leur intention de rapprocher leurs activités, marquant la première étape de structuration d'un Technocampus de l'Industrie Electronique du Futur en Pays de la Loire et plus précisément à Angers. Le lancement de ce dernier est prévu en 2019.

Il viendra compléter le réseau des Technocampus développé et porté par la Région des Pays de la Loire, pour renforcer la transformation digitale et la compétitivité des entreprises industrielles de la Région.

La cession du fonds de commerce de la Cité de l'Objet Connecté a été actée le 25 janvier 2019 au profit de WE Network avec effet rétroactif le 1er janvier 2019. Les parties ont convenu d'un prix de cession de 550 000 €.

Les conditions résolutoires indiquées dans l'acte de cession ont été levées

- La BPI a abandonné sa créance d'avance remboursable pour 350 000 € en novembre 2018.
- La région Pays de Loire a abandonné sa créance d'avance remboursable pour 750 000 € le 8 février 2019.

## • IOT SUZHOU

La société EOLANE CHINA a cédé 4 % de ses titres de la société IOT SUZHOU portant ainsi sa participation de 63.5% en 2017 à 59.5% en 2018.

Ce changement de pourcentage d'intérêts a généré un produit exceptionnel de 21 634 Euros en consolidation. La valeur nette comptable de ces titres est de 29 600 Euros, pour un prix de vente de 23 917 Euros soit une moins-value de cession de 5 683 Euros

## **I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation**

---

Les comptes consolidés de la société FINANCIERE DE L'OMBREE sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable modifié relatif aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

### **1- Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

### **2- Date de clôture**

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 décembre 2018, avec une durée d'exercice de 12 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession

### **3- Conversion des états financiers des sociétés tenues en monnaie étrangère**

Les comptes des entités tenus en monnaie étrangère sont convertis en euros comme suit :

- Les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan résultant de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours, que sur le résultat provenant de la différence entre taux de change moyen et taux de change à la clôture, sont portés dans les capitaux propres consolidés en « Ecart de conversion » ;
- Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net d'une entreprise du groupe dans une entreprise étrangère consolidée, sont portées dans les capitaux propres consolidés en « Ecart de conversion ».

### **4- Opérations réciproques**

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

L'élimination des transactions, ainsi que des actifs et passifs réciproques libellés en monnaies étrangères a été effectuée sur la base des montants convertis en euros.

### **5- Modalités de traitement des écarts d'acquisition**

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le groupe dispose d'un délai courant jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition pour arrêter le montant définitif de l'écart d'acquisition

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecart d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres »

Les écarts d'acquisition positifs sont repris au résultat ou non selon leur durée d'utilisation :

- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée sont amortis sur cette durée, et en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué ;
- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée ne sont pas amortis, et font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice en contrepartie.

Les écarts d'acquisition négatifs sont repris au résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Lorsque la valeur actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive . elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies

## 1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont comptabilisés à l'actif. Un amortissement économique sur 5 ans est comptabilisé à compter de la date de mise en service ou au début de l'utilisation prévue.

La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée pour les ensembles immobiliers, notamment pour ceux pris en vertu d'un contrat de crédit-bail, ainsi que pour ceux ayant fait l'objet d'une réévaluation lors de leur entrée dans le groupe.

La ventilation retenue est la suivante :

|                                  |   |                    |
|----------------------------------|---|--------------------|
| Gros-œuvre pour 75%              | - | amorti sur 25 ans. |
| Façade pour 10%                  | - | amorti sur 20 ans. |
| Installations Générales pour 10% | - | amorti sur 15 ans. |
| Aménagements pour 5%             | - | amorti sur 10 ans. |

### • Amortissement

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

|   |            |
|---|------------|
| - Concessions, logiciels, brevets, licences | 3 à 5 ans  |
| - Matériels industriels et commerciaux      | 3 à 6 ans  |
| - Agencements et aménagements divers        | 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport                     | 4 à 6 ans  |
| - Matériel de bureau et informatique        | 3 à 5 ans  |
| - Mobilier                                  | 6 à 10 ans |

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

### • Dépréciation

Les actifs amortis et non amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur nette comptable est mise en doute.

Les groupes d'actifs auxquels ont été affectés des écarts d'acquisition et fonds commerciaux non amortis font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

La valeur nette comptable d'un actif ou groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspondant à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisés attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, aux écarts d'acquisition et fonds commerciaux puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Les dépréciations comptabilisées sur les écarts d'acquisition et fonds commerciaux ne sont jamais reprises.

## 2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 3- Stocks et en-cours

### • Matières premières

Les stocks de matières premières sont évalués au coût de revient d'achat moyen pondéré.

### • Marchandises

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

### • Produits finis et en-cours

#### ✓ Pour les sociétés EOLANE COMBREE :

Les produits et les études en-cours sont chiffrés au prix d'achat moyen pondéré pour les matières premières et au prix de vente minoré d'un coefficient de 0,35 pour obtenir un prix de revient pour la main d'œuvre.

A compter de l'exercice 2017, la méthode utilisée est celle de l'avancement.

#### ✓ Pour EOLANE CAEN :

Les produits en-cours sont valorisés au coût de production.

Auparavant, la société utilisait la méthode à l'achèvement pour l'évaluation des études en cours. A compter de l'exercice 2017, la méthode utilisée est celle de l'avancement.

#### ✓ Pour EOLANE ANGERS, EOLANE RONCQ :

Les produits et les études en cours sont chiffrés au prix d'achat moyen pondéré pour les matières premières et au prix de revient pour la main d'œuvre. Il est tenu compte ensuite du pourcentage d'avancement de chaque commande.

#### ✓ Pour EOLANE NEUILLY-EN-THELLE, EOLANE VAILHAUQUES :

Les produits et en-cours de production sont valorisés après prise en compte du coût des composants, de la main d'œuvre définie à partir des gammes établies pour chaque produit et éventuellement des achats de sous-traitance suivant les prix définis par la nomenclature. Un abattement est pratiqué produit par produit pour tenir compte du niveau d'avancement et pour éliminer la marge finale.

✓ Pour EOLANE MONTCEAU, EOLANE SAINT-AGREVE :

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au coût de production, comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

✓ Pour EOLANE LES ULIS :

Les produits sont valorisés au coût de production

✓ Pour EOLANE VALENCE :

Pour la valorisation des en-cours, il est tenu compte des prix d'achats moyens pondérés de matières premières et des heures réellement passées auxquelles sont appliquées les taux de main d'œuvre standards.

Les produits finis et semi-finis sont valorisés au coût calculé de revient qui est déterminé mensuellement. Ce coût correspond au coût des matières premières valorisé en fonction de la nomenclature du produit multiplié par le prix moyen d'achat pondéré auquel s'ajoute le coût de la main d'œuvre déterminée selon le temps gammé valorisé à un coût horaire standard.

✓ Pour NANOLANE :

Les stocks de produits finis sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

• **Dépréciation de stocks et en-cours**

Une dépréciation est effectuée sur les produits et les matières premières dont le prix de revient calculé est supérieur au cours du jour et ou à la valeur probable de réalisation.

Une provision est déterminée de manière statistique sur les surstocks (stocks disponibles supérieurs aux besoins connus à la date d'inventaire) et les stocks morts (stocks sans mouvement utile depuis plus de 12 mois).

Les taux de provision sont fondés sur la connaissance des taux de consommations internes passés.

Les provisions ainsi déterminées sont ensuite ajustées sur la base de données économiques non intégrées dans le calcul statistique : engagements contractuels clients de reprise des surstocks, démarrage d'activité, prévisions de commande, etc.

#### **4- Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **5- Provisions pour risques et charges**

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite, ainsi qu'aux écarts d'acquisition négatifs.

#### **6- Résultat courant et résultat exceptionnel**

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

## **7- Modalités de détermination du résultat par action**

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

### **1- Frais accessoires des immobilisations**

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

### **2- Subventions d'investissement**

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

### **3- Provisions réglementées**

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

### **4- Imposition différée**

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 28%.

## **5- Elimination des résultats internes au groupe**

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances, et provisions internes pour risques ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

## **6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement**

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

## **7- Coûts de développement**

La méthode préférentielle concernant les coûts de développement a été appliquée.

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif immobilisé du bilan consolidé.

## **8- Contrats de location-financement**

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement a été appliquée.

Un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les biens pris en location-financement sont considérés comme ayant été achetés à crédit.

Ces biens sont inscrits dans l'actif immobilisé pour la valeur figurant au contrat, à l'exception de ceux dont la valeur n'est pas significative. Ils sont amortis sur leur durée de vie économique.

Au passif du bilan consolidé est inscrite une dette correspondant aux montants des engagements financiers restant dus sur les contrats. Les loyers sont ventilés entre remboursement de la dette et charges financières. Le plan de remboursement de la dette est déterminé en tenant compte de la dégressivité des intérêts.

## **9- Contrats à long terme**

La méthode préférentielle concernant les contrats à long terme a été appliquée.

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice, prestations de services ou fournitures de biens, sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement, qui consiste à prendre en compte le chiffre d'affaires et le résultat en fonction du degré d'avancement atteint et à provisionner la totalité des pertes à terme en cas de contrat déficitaire, indépendamment du degré d'avancement atteint.

## **10- Engagements en matière de retraite**

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

## **11- Ecart de conversion**

La méthode préférentielle concernant les écarts de conversion a été appliquée.

Les écarts de conversion sur actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères, figurant dans les comptes individuels, sont inscrits en résultat financier.

## **12- Frais de personnel**

La participation des salariés et les frais de personnel intérimaire ont été reclassés en charges de personnel

## II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 27 entités, comme la clôture de l'exercice précédent. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale (IG).

| Entités                       | Siège social  | Numéro SIREN | Méthode |      | % de contrôle       |         | % d'intérêt |         |
|-------------------------------|---|--------------|---------|------|---------------------|---------|-------------|---------|
|                               |   |              | 2018    | 2017 | 2018                | 2017    | 2018        | 2017    |
| SAS FINANCIERE DE L'OMBREE    | 8 bd Charles Detriche<br>49000 ANGERS                 | 413 101 957  |         |      | Entité consolidante |         | 100,00%     | 100,00% |
| EURL DIRLANE                  | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE               | 498 844 349  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| FIDUCIE FDO                   | 75008 PARIS   |              | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ANGERS            | 8 bd Charles Detriche<br>49000 ANGERS                 | 950 020 941  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ARGENTEUIL        | PA des Monts d'Or<br>69890 LA-TOUR-DE-SALVAGNY        | 431 896 992  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE CAEN              | 2 rue Jean Perrin<br>14460 COLOMBELLES                | 443 643 549  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE COMBREE           | Bd Jean-Baptiste Colbert<br>49420 OMBREE D'ANJOU      | 334 300 225  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE DOUARNENEZ        | 40 route de Lannugat<br>29100 DOUARNENEZ              | 751 222 100  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ENGINEERING       | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE               | 444 971 576  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE MONTCEAU          | Z I. Sainte Elisabeth<br>71300 MONTCEAU-LES-MINES     | 440 308 708  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE NEUILLY-EN-THELLE | 3 avenue de L'Europe<br>60530 NEUILLY-EN-THELLE       | 401 910 617  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE RONCQ             | Allée des 3 Lions<br>59223 RONCQ                      | 442 514 857  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE SAINT-AGREVE      | ZA de Rascles<br>07320 SAINT-AGREVE                   | 384 979 555  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE LES ULIS          | 29 avenue de la Baltique<br>91140 VILLEBON-SUR-YVETTE | 309 801 140  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE VAILHAUQUES       | Route de Bel Air<br>34570 VAILHAUQUES                 | 453 457 491  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE VALENCE           | 1 rue Gilles de Roberval<br>26000 VALENCE             | 444 617 054  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SAS CITE DE L'OBJET CONNECTE  | 7 rue du Bon Puits<br>49480 SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU     | 809 285 984  | IG      | IG   | 51,63%              | 51,63%  | 51,63%      | 51,63%  |
| SASU NANOLANE                 | 57 rue Demorieux<br>72000 LE MANS                     | 799 386 131  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |

| Entités                        | Siège social   | Numéro SIREN | Méthode |      | % de contrôle |         | % d'intérêt |         |
|--------------------------------|--|--------------|---------|------|---------------|---------|-------------|---------|
|                                |  |              | 2018    | 2017 | 2018          | 2017    | 2018        | 2017    |
| SCI LES JUSTICES               | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE                | 509 361 812  | IG      | IG   | 99,98%        | 99,98%  | 99,98%      | 99,98%  |
| EOLANE MAROC                   | ZI Lot 11 route de Marrakech<br>26100 Berrechid, Maroc | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE SOURCING                | Hollywood Plaza<br>610 Nathan Road, Hong-Kong          | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT | #9 Dongfu Road, Suzhou I.P., Suzhou, Chine (215123)    | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE TALLINN                 | Peterburi tee 66 EE<br>11415 Tallinn, Estonie          | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE CHINA                   | #9 Dongfu Road, Suzhou I.P., Suzhou, Chine (215123)    | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE TEMARA                  | 43 ZI Massira 1,<br>12020 Temara, Maroc                | -            | IG      | IG   | 84,99%        | 84,99%  | 84,99%      | 84,99%  |
| IOT SUZHOU                     | 18 jinfang road<br>215123 JIANGSU                      | -            | IG      | IG   | 59,50%        | 63,50%  | 59,50%      | 63,50%  |
| SYSCOM ELECTRONIC              | Watstrasse 11-13,<br>13355 Berlin, Allemagne           | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |

Les titres de participation détenus dans la société EOLANE BANGALORE ont été maintenus à l'actif au vu des restrictions sévères et durables remettant en cause le contrôle et l'influence exercés sur la société et les possibilités de transferts de trésorerie entre la société et le groupe.

Les sociétés consolidées sont détenues directement par FINANCIERE DE L'OMBREE, à l'exception :

- de la société EOLANE TEMARA, détenue par la société EOLANE VAILHAUQUES ;
- des sociétés EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT et IOT SUZHOU, détenues par la société EOLANE CHINA.

Une convention de fiducie sûreté-gestion a été conclue le 28 Juillet 2017 entre, notamment, FINANCIERE DE L'OMBREE en qualité de constituant et SOLUTIONS FIDUCIE en qualité de Fiduciaire.

### 1- Objet

La Fiducie constituée aux termes de la Convention de Fiducie a pour objet :

- la garantie et sûreté du remboursement des créances garanties, conformément aux dispositions des articles 2011 à 2030 et 2372-1 à 2372-5 du Code Civil ,
- la gestion des actifs fiduciaires, en ce inclus notamment la gestion des fruits et produits générés par les titres transférés dans le patrimoine fiduciaire, le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd, et le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre des créances de comptes-courants ;
- le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd à travers l'exercice de l'option d'achat portant sur lesdits titres et la mise en œuvre dans l'intérêt commun du constituant et des bénéficiaires du processus de cession desdits titres ;
- la mise en œuvre dans l'intérêt commun du constituant et des bénéficiaires du processus de cession des titres et des créances de comptes-courants dans l'hypothèse de la survenance d'un cas de dénouement ;
- l'affectation du produit net de réalisation de la Fiducie aux fins d'apurement des créances garanties.

La Fiducie créée au titre de la présente Convention de Fiducie est constituée par le transfert en pleine propriété des titres, des créances de comptes-courants, de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd, de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd, par le constituant au Fiduciaire, qui les détiendra, dans le patrimoine Fiduciaire, au profit des bénéficiaires qui l'acceptent, étant précisé que la promesse de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd, sur laquelle la créance de prix de vente desdits titres est fondée, fera partie intégrante de la Convention de Fiducie.

### 2- Durée

La Convention de Fiducie demeurera en vigueur en toutes ses stipulations jusqu'à la survenance du premier de l'un des événements indiqués ci-après :

- le remboursement complet et définitif des créances garanties, attesté par les bénéficiaires ,
- la réalisation de la Fiducie et la fin des opérations de répartition du produit du net de réalisation de la Fiducie ;
- la renonciation de l'ensemble des bénéficiaires à la Fiducie par écrit ;
- au plus tard 99 ans après la date de signature de la Convention de Fiducie.

Lorsque les créances garanties auront été entièrement et définitivement remboursées, ce que les bénéficiaires devront avoir notifié au Fiduciaire dans un délai de cinq jours à compter dudit remboursement définitif, et sous réserve du paiement préalable des sommes dues au Fiduciaire, le Fiduciaire restituera sans stipulation de prix la propriété des titres, des créances de comptes-courants, de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd et de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd au constituant, et procédera à toutes formalités qui seraient nécessaires à cet effet, à l'identique de celles réalisées lors de la constitution de la Fiducie.

### 3- Contrôle

S'agissant d'un contrat de fiducie-sûreté selon lequel FINANCIERE DE L'OMBREE (constituant) donne des actifs en garantie de dettes financières en vue de les récupérer en fin de contrat en l'absence de défaillance, FINANCIERE DE L'OMBREE est réputée conserver le contrôle de la Fiducie. Dès lors, la Fiducie est incluse dans le périmètre de consolidation, consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

### **III) Informations permettant la comparabilité des comptes**

---

Se reporter aux Faits caractéristiques en page 12.

#### **• Ventes de composants**

Le chiffre d'affaires lié aux ventes de composants qui s'élève sur l'exercice à 16 495 122 Euros, apparaît en moins des achats de matières premières et autres approvisionnements afin de donner une vision plus économique.

## IV) Explications des postes du bilan consolidé

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part de l'entité acquéreuse dans l'évaluation en juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

### 1- Détail du poste Ecart d'acquisition

| Entité           | Date d'acquis. | Écarts d'acquisition |           |                   | Amortissements écarts d'acq. |           |                  | Net à la clôture |
|------------------|----------------|----------------------|-----------|-------------------|------------------------------|-----------|------------------|------------------|
|                  |                | Début                | Variation | Fin               | Début                        | Variation | Fin              |                  |
| EOLANE COMBREE   | 17/07/1997     | 163 324              |           | 163 324           | 163 324                      |           | 163 324          |                  |
| EOLANE ANGERS    | 01/10/1998     | 289 551              |           | 289 551           | 289 551                      |           | 289 551          |                  |
| EOLANE ANGERS    | 30/06/1999     | 850 773              |           | 850 773           | 850 773                      |           | 850 773          |                  |
| EOLANE MONTCEAU  | 01/01/2002     | 737 371              |           | 737 371           | 737 371                      |           | 737 371          |                  |
| EOLANE CAEN      | 31/07/2006     | 240 980              |           | 240 980           | 240 980                      |           | 240 980          |                  |
| NETWORK CON.FIN  | 31/07/2010     | 6 994 662            |           | 6 994 662         | 6 994 662                    |           | 6 994 662        |                  |
| EOLANE VAILHAUQ. | 31/07/2010     | 238 261              |           | 238 261           | 238 261                      |           | 238 261          |                  |
| EOLANE TEMARA    | 31/07/2010     | 30 456               |           | 30 456            | 30 456                       |           | 30 456           |                  |
| EOLANE DOUARN.   | 01/05/2012     | 22 217               |           | 22 217            | 22 217                       |           | 22 217           |                  |
| EOLANE BERLIN    | 01/07/2012     | 92 986               |           | 92 986            | 65 090                       |           | 65 090           | 27 896           |
| SYSCOM ELECTRON  | 18/07/2014     | 1 207 036            |           | 1 207 036         | 352 052                      |           | 352 052          | 854 984          |
| <b>TOTAL</b>     |                | <b>10 867 617</b>    |           | <b>10 867 617</b> | <b>9 984 737</b>             |           | <b>9 984 737</b> | <b>882 880</b>   |

### 2- Tests de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés à des groupes d'actifs déterminés en fonction du mode de gestion interne et du mode de suivi des activités. Ils sont affectés aux groupes d'actifs correspondant aux entités juridiques.

Les tests de dépréciation effectués à la clôture de l'exercice concluent qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.

### 3- Détail du poste Provisions pour acquisitions de titres

| Entité            | Date d'acquis. | Provisions pour acq. de titres |           |                   | Reprises provisions |              |                   | Net à la clôture |
|-------------------|----------------|--------------------------------|-----------|-------------------|---------------------|--------------|-------------------|------------------|
|                   |                | Début                          | Variation | Fin               | Début               | Variation    | Fin               |                  |
| EOLANE LES ULIS   | 15/07/2009     | 741 812                        |           | 741 812           | 741 812             |              | 741 812           |                  |
| EOLANE SERV ULIS  | 15/07/2009     | 1 016 995                      |           | 1 016 995         | 1 016 995           |              | 1 016 995         |                  |
| ATELEC TECHNO     | 31/07/2010     | 611 793                        |           | 611 793           | 611 793             |              | 611 793           |                  |
| EOLANE ARGENT     | 31/07/2010     | 2 445 454                      |           | 2 445 454         | 2 445 454           |              | 2 445 454         |                  |
| EOLANE NEUILLY    | 31/07/2010     | 1 784 581                      |           | 1 784 581         | 1 784 581           |              | 1 784 581         |                  |
| EOLANE St. AGREVE | 31/07/2010     | 2 301 147                      |           | 2 301 147         | 2 301 147           |              | 2 301 147         |                  |
| EOLANE VALENCE    | 31/07/2010     | 6 451 639                      |           | 6 451 639         | 6 451 639           |              | 6 451 639         |                  |
| EOLANE TALLINN    | 31/05/2012     | 1 038 098                      |           | 1 038 098         | 1 038 098           |              | 1 038 098         |                  |
| EOLANE ENGINEER.  | 16/07/2014     | 33 803                         |           | 33 803            | 23 382              | 6 761        | 30 143            | 3 660            |
| <b>TOTAL</b>      |                | <b>16 425 322</b>              |           | <b>16 425 322</b> | <b>16 414 901</b>   | <b>6 761</b> | <b>16 421 662</b> | <b>3 660</b>     |

| Nature                                    | Ouverture          | Variation<br>change | Entrées          | Sorties          | Autres        | Clôture            |
|---|--------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------|--------------------|
| Frais de recherche et de développement    | 4 385 969          |                     | 3 685            | 1 383 861        |               | 3 005 793          |
| Concessions, brevets, droits similaires   | 8 559 625          | 593                 | 587 363          | 258 502          | 3 036         | 8 892 115          |
| Fonds commercial                          | 2 170 593          |                     |                  |                  |               | 2 170 593          |
| Immobilisations en cours                  | 193 060            |                     |                  | 193 060          |               |                    |
| Avances et acomptes                       | 980                |                     |                  |                  | -980          |                    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>      | <b>15 310 227</b>  | <b>593</b>          | <b>591 048</b>   | <b>1 835 423</b> | <b>2 056</b>  | <b>14 068 501</b>  |
| Terrains                                  | 2 938 748          | 2 640               |                  |                  |               | 2 941 388          |
| Constructions                             | 23 558 259         | 9 552               | 1 064 716        | 47 377           | 189 636       | 24 774 786         |
| Installations techn., matériel, outillage | 51 704 794         | 27 225              | 2 381 707        | 1 781 192        | 411 776       | 52 744 310         |
| Autres immobilisations corporelles        | 15 905 497         | 13 174              | 869 981          | 495 385          | -306 890      | 15 986 377         |
| Immobilisations en cours                  | 1 384 031          | 53                  | 160 425          | 805 229          | -96 919       | 642 361            |
| Avances et acomptes                       | 464 095            | -1                  | 138 149          | 1                | -199 659      | 402 583            |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>95 955 424</b>  | <b>52 643</b>       | <b>4 614 978</b> | <b>3 129 184</b> | <b>-2 056</b> | <b>97 491 805</b>  |
| Titres de participation                   | 3 615 027          |                     | 1                |                  |               | 3 615 028          |
| Créances rattachées à des participations  | 185 003            | -1 327              |                  | 110 949          |               | 72 727             |
| Autres titres immobilisés                 | 36 737             |                     | 13 000           | 2 987            |               | 46 750             |
| Prêts                                     | 310 448            | 373                 | 21 433           | 1 157            |               | 331 097            |
| Autres immobilisations financières        | 718 149            | 1 889               | 78 922           | 1 478            | 897           | 798 379            |
| <b>Immobilisations financières</b>        | <b>4 865 364</b>   | <b>935</b>          | <b>113 356</b>   | <b>116 571</b>   | <b>897</b>    | <b>4 863 981</b>   |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>116 131 015</b> | <b>54 171</b>       | <b>5 319 382</b> | <b>5 081 178</b> | <b>897</b>    | <b>116 424 287</b> |

Les variations de change concernent les entités en monnaie étrangères.

Les autres mouvements concernent des reclassements de poste à poste.

La valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à l'exception de celui d'EOLANE DOUARNENEZ. Le test de dépréciation effectué à la clôture de l'exercice conclue qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.

| Nature                                    | Ouverture         | Variation<br>change | Dotations        | Sorties          | Autres   | Clôture           |
|---|-------------------|---------------------|------------------|------------------|----------|-------------------|
| Frais de recherche et de développement    | 2 535 492         |                     | 708 357          | 1 079 435        |          | 2 164 414         |
| Concessions, brevets, droits similaires   | 6 951 293         | 201                 | 721 211          | 242 575          |          | 7 430 130         |
| Fonds commercial                          | 1 812 477         |                     |                  |                  |          | 1 812 477         |
| <b>immobilisations incorporelles</b>      | <b>11 299 262</b> | <b>201</b>          | <b>1 429 568</b> | <b>1 322 010</b> |          | <b>11 407 021</b> |
| Terrains                                  | 267 486           |                     | 12 589           |                  |          | 280 075           |
| Constructions                             | 10 760 742        | 5 700               | 1 166 693        | 35 543           |          | 11 897 592        |
| Installations techn., matériel, outillage | 39 489 225        | 21 447              | 3 924 506        | 1 427 360        | 458 765  | 42 466 583        |
| Autres immobilisations corporelles        | 13 140 964        | 11 596              | 1 227 913        | 558 584          | -458 765 | 13 363 124        |
| Immobilisations en cours                  | 880 833           |                     |                  | 825 229          |          | 55 604            |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>64 539 250</b> | <b>38 743</b>       | <b>6 331 701</b> | <b>2 846 716</b> |          | <b>68 062 978</b> |
| Titres de participation                   | 3 615 027         |                     | 1                |                  |          | 3 615 028         |
| Autres titres immobilisés                 | 5 749             |                     |                  |                  |          | 5 749             |
| Prêts                                     | 256 772           |                     |                  | 256 772          |          |                   |
| Autres immobilisations financières        | 13 556            |                     | 31 477           |                  |          | 45 033            |
| <b>Immobilisations financières</b>        | <b>3 891 104</b>  |                     | <b>31 478</b>    | <b>256 772</b>   |          | <b>3 665 810</b>  |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>79 729 616</b> | <b>38 944</b>       | <b>7 792 747</b> | <b>4 425 498</b> |          | <b>83 135 809</b> |

Les biens mobiliers et immobiliers pris en location-financement ont été inscrits à l'actif du bilan consolidé. Ces biens sont inclus dans les tableaux précédents aux B) et C).

| Entités                | Logiciels      | Terrains         | Constructions    | I.T.M.O.I.       | Autres imm.<br>corporelles |
|------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------------------|
| FINANCIERE DE L'OMBREE | 272 026        |                  |                  |                  |                            |
| EOLANE ANGERS          |                |                  |                  | 267 742          |                            |
| EOLANE COMBREE         |                |                  |                  | 501 911          | 58 662                     |
| EOLANE RONCQ           |                |                  |                  | 713 318          | 11 336                     |
| EOLANE VALENCE         |                |                  |                  |                  | 18 717                     |
| EOLANE SAINT-AGREVE    |                | 12 085           | 934 755          |                  |                            |
| EOLANE DOUARNENEZ      |                | 185 000          | 2 490 597        |                  |                            |
| EOLANE MONTCEAU        |                | 678 000          | 1 920 687        |                  |                            |
| SCI LES JUSTICES       |                | 600 000          | 3 664 695        |                  |                            |
| <b>TOTAL</b>           | <b>272 026</b> | <b>1 475 085</b> | <b>9 010 734</b> | <b>1 482 971</b> | <b>88 715</b>              |

Les dettes financières correspondant aux montants des engagements restant dus sur les contrats sont inscrites au passif du bilan consolidé pour 870 573 euros.

Le retraitement des contrats de location-financement a eu une influence négative sur le résultat d'ensemble consolidé de 201197 euros.

Tableau des immobilisations financées par des contrats de location-financement :

| <b>Immob. incorporelles</b>            | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
|--|------------------|----------------------------|----------------------------|----------------|------------------|
| Valeur brute                           | 272 026          |                            |                            |                | 272 026          |
| Amortissements                         | 100 980          |                            | 54 405                     |                | 155 385          |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>171 046</b>   |                            | <b>-</b>                   |                | <b>116 641</b>   |
| <b>Terrains</b>                        | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 1 475 085        |                            |                            |                | 1 475 085        |
| Amortissements                         |                  |                            |                            |                |                  |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>1 475 085</b> |                            | <b>-</b>                   |                | <b>1 475 085</b> |
| <b>Constructions</b>                   | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 9 010 734        |                            |                            |                | 9 010 734        |
| Amortissements                         | 3 457 661        |                            | 410 897                    |                | 3 868 558        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>5 553 073</b> |                            | <b>-</b>                   |                | <b>5 142 176</b> |
| <b>Install. techn., matériel, out.</b> | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 1 519 664        |                            |                            | 36 693         | 1 482 971        |
| Amortissements                         | 1 519 664        |                            |                            | 36 693         | 1 482 971        |
| <b>TOTAL</b>                           |                  |                            | <b>-</b>                   |                |                  |
| <b>Autres immob. corporelles</b>       | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 88 715           |                            |                            |                | 88 715           |
| Amortissements                         | 87 113           |                            | 1 602                      |                | 88 715           |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>1 602</b>     |                            | <b>-</b>                   |                |                  |

### 1- Titres de participation non consolidés

Il s'agit uniquement des titres détenus dans EOLANE BANGALORE (100%)

### 2- Autres titres

Le poste « Créances rattachées à participations » concerne la créance sur la société SGR, associée de l'entité consolidante.

Le poste « Autres titres immobilisés » est constitué de souscriptions diverses jugées non significatives.

Le poste « Autres immobilisations financières » est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements.

| Nature                        | Valeur brute      | Échéances         |                  |            | Dépréciation     | Valeur nette      |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------|------------------|-------------------|
|                               |                   | 1 an              | 1 à 5 ans        | + de 5 ans |                  |                   |
| Avances et acomptes versés    | 3 064 886         | 3 064 886         |                  |            |                  | 3 064 886         |
| Créances clients et rattachés | 49 680 198        | 49 680 198        |                  |            | 327 430          | 49 352 768        |
| Clients douteux               | 2 203 153         |                   | 2 203 153        |            | 2 203 153        |                   |
| Créances sociales             | 158 032           | 158 032           |                  |            |                  | 158 032           |
| Créances fiscales             | 18 418 026        | 18 418 026        |                  |            |                  | 18 418 026        |
| Comptes courants              | 2                 |                   |                  |            |                  | 2                 |
| Autres débiteurs              | 20 747 431        | 20 747 431        |                  |            |                  | 20 747 431        |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>94 271 728</b> | <b>92 068 573</b> | <b>2 203 153</b> |            | <b>2 530 583</b> | <b>91 741 145</b> |

Les « Autres débiteurs » contient notamment les créances liées aux opérations d'affacturage pour 17 145 k€, contre 8 506 k€ au titre de l'exercice précédent.

| Nature                                | Ouverture        | Variation change | Dotations        | Reprises         | Clôture           |
|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Stocks et en-cours                    | 7 484 626        | 284              | 8 007 112        | 7 027 532        | 8 464 490         |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 871 580        | -3 365           | 832 024          | 169 656          | 2 530 583         |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>9 356 206</b> | <b>-3 081</b>    | <b>8 839 136</b> | <b>7 197 188</b> | <b>10 995 073</b> |

La trésorerie nette présentée dans le tableau des flux de trésorerie a été déterminée ainsi :

| Nature                          | 31/12/2018       | 31/12/2017        |
|---------------------------------|------------------|-------------------|
| Valeurs mobilières de placement | 354 547          | 202 959           |
| + Disponibilités                | 12 938 603       | 15 344 909        |
| - Concours bancaires courants   | 3 293 520        | 1 569 802         |
| <b>TRESORERIE NETTE</b>         | <b>9 999 630</b> | <b>13 978 066</b> |

Les montants inscrits en charges constatées d'avance ne concernent que des opérations à caractère habituel.

Le capital social de l'entité consolidante s'élève à 11 336 k€, divisé en 708 569 titres de 16 euros.

Le capital est entièrement libéré.

Les cours de change retenus sont les suivants, pour 1 euro :

| Entité - Pays                             | Devise | Cours clôture<br>31/12/2017 | Cours clôture<br>31/12/2018 | Cours moyen<br>de l'exercice |
|---|--------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| EOLANE CHINA - Chine                      | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |
| EOLANE MAROC - Maroc                      | MAD    | 11,22180                    | 10,95790                    | 11,07426                     |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT -<br>Chine | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |
| EOLANE TEMARA - Maroc                     | MAD    | 11,22180                    | 10,95790                    | 11,07426                     |
| IOT SUZHOU - Chine                        | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |

Un écart de conversion issu de la différence entre les cours historiques et le cours de clôture a été constaté dans les capitaux propres :

| Entité - Pays                         | 31/12/2018     |                | 31/12/2017     |                |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                       | Groupe         | Minoritaires   | Groupe         | Minoritaires   |
| EOLANE CHINA - Chine                  | 230 843        |                | 287 128        |                |
| EOLANE MAROC - Maroc                  | -23 659        |                | -6 004         |                |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAG. -<br>Chine | -63 970        |                | -56 845        |                |
| EOLANE TEMARA - Maroc                 | -735           | -129           | 4 987          | 880            |
| IOT SUZHOU - Chine                    | 12 768         | -23 012        | 11 840         | -19 828        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>155 247</b> | <b>-23 141</b> | <b>241 106</b> | <b>-18 948</b> |

| Échéances                            | Montant   | Abandon | A moins<br>d'un an | De 1 à 5 ans | A plus<br>de 5 ans |
|--------------------------------------|-----------|---------|--------------------|--------------|--------------------|
| Avances conditionnées                | 1 398 901 | 914 048 | 197 366            | 287 487      |                    |
| Intérêts courus av.<br>conditionnées | 20 829    |         |                    | 20 829       |                    |

LA CITE DE L'OBJET CONNECTE a perçu deux avances remboursables au cours des exercices antérieurs :

- 750 000 € de la part de la Région Pays de la Loire avec un différé de remboursement de capital de 5 ans et taux d'intérêt de 2.6 %. Cette avance remboursable est abandonnée en 2019.

- 450 000 € de la part de la BPI avec un différé de remboursement de capital de 6 ans et taux d'intérêt de 1.6%. Cette avance remboursable est abandonnée en 2018 pour 350 000 €.

De plus, une partie de la subvention d'exploitation de la région Pays de la Loire pour 164 048.48 € a été reclassée en avance remboursable du fait de la non réalisation des investissements prévus. Cette avance est également abandonnée en 2019.

| Mouvements                        | Ouverture        | Augmentat.    | Diminution     | Autres         | Clôture          |
|-----------------------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|------------------|
| Avances conditionnées             | 1 761 562        | 19 500        | 362 288        | -19 873        | 1 398 901        |
| Intérêts courus av. conditionnées | 20 860           |               | 31             |                | 20 829           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>1 782 422</b> | <b>19 500</b> | <b>362 319</b> | <b>-19 873</b> | <b>1 419 730</b> |

Les autres variations concernent un reclassement à l'ouverture issu du poste « Autres dettes ».

| Nature                                  | Ouverture         | VI             | Variation change | Dotations        | Reprises         | Clôture           |
|---|-------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Litiges                                 | 3 433 632         |                | 3 914            | 2 326 707        | 2 116 774        | 3 647 479         |
| Garanties données aux clients           | 246 588           |                |                  | 164 000          | 184 260          | 226 328           |
| Pertes sur marchés à terme              | 488 423           |                |                  | 399 019          | 28 598           | 858 844           |
| Amendes et pénalités                    |                   |                |                  |                  |                  |                   |
| Autres provisions pour risques          | 12 817 285        | 41 539         | 4 170            | 1 457 226        | 2 791 262        | 11 528 958        |
| <b>Provisions pour risques</b>          | <b>16 985 928</b> | <b>41 539</b>  | <b>8 084</b>     | <b>4 346 952</b> | <b>5 120 894</b> | <b>16 261 609</b> |
| Engagements de retraite et assimilés    | 7 725 779         |                |                  | 603 907          | 304 224          | 8 025 462         |
| Médailles du travail                    | 254 126           |                |                  | 4 021            | 76 409           | 181 738           |
| Autres provisions pour charges          | 640 259           | -41 539        | 2 376            | 87               | 500 064          | 101 119           |
| <b>Provisions pour charges</b>          | <b>8 620 164</b>  | <b>-41 539</b> | <b>2 376</b>     | <b>608 015</b>   | <b>880 697</b>   | <b>8 308 319</b>  |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>25 606 092</b> |                | <b>10 460</b>    | <b>4 954 967</b> | <b>6 001 591</b> | <b>24 569 928</b> |
| Répartition des dotations et reprises : |                   |                |                  |                  |                  |                   |
| Résultat d'exploitation                 | -                 | -              | -                | 2 820 109        | 2 057 694        | -                 |
| Résultat financier                      | -                 | -              | -                | -                | 89 397           | -                 |
| Résultat exceptionnel                   | -                 | -              | -                | 2 134 860        | 3 854 500        | -                 |

#### • Autres provisions pour risques

Elles comprennent notamment 9 273 k€ au titre des plans de sauvegarde pour l'emploi liés à la fermeture prévue des sites de RONCQ et de VAILHAUQUES contre 11 073k€ sur l'exercice précédent.

#### • Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux d'évolution des salaires : 1.5 %
- Taux d'actualisation : 1.54 % par an
- Espérance de vie : Table de génération INSEE 2015
- Taux de rotation individualisé selon l'âge évoluant de 8,93 à 16 ans à 0,1 à 64 ans

L'âge réel de départ en retraite constaté est situé dans une tranche de 65 à 67 ans au regard des conditions économiques actuelles. Afin d'exposer une sensibilité des hypothèses actuarielles retenues, une simulation complémentaire a été réalisée et donne les montants d'engagements suivants :

**Sensibilisation au taux d'actualisation**

Toutes autres hypothèses égales par ailleurs, en modifiant le taux d'actualisation afin de retenir le taux IBOXX au 31 Décembre 2018 de 1.57 %, le montant des engagements de retraite s'élèverait à 8 169 074 euros.

Compte tenu de la limitation des créances d'impôts différés au niveau des passifs d'impôts différés, et donc de l'absence d'impôts différés constatés au bilan consolidé depuis 2017, la preuve d'impôt et le détail des actifs et passifs d'impôt différé ne présente pas d'intérêt et ne sont pas présentés.

L'ensemble des entités françaises, à l'exception des sociétés CITE DE L'OBJET CONNECTE et SCI LES JUSTICES, est membre du groupe intégré fiscalement dont la société tête de groupe est FINANCIERE DE L'OMBREE

| <b>Échéances des dettes</b>                     | <b>Montant</b>     | <b>A moins d'un an</b> | <b>De 1 à 5 ans</b> | <b>A plus de 5 ans</b> |
|---|--------------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles              | 21 829 172         |                        |                     | 21 829 172             |
| Intérêts courus sur emprunts obligataires       | 774 507            |                        |                     | 774 507                |
| Emprunts bancaires périmètre France             | 24 501 235         | 514 890                | 21 258 878          | 2 727 467              |
| Emprunts bancaires périmètre International      | 6 595 978          | 5 196 728              | 1 399 250           |                        |
| Emprunt crédit-vendeur                          | 1 971 000          |                        | 1 971 000           |                        |
| Emprunts auprès de la région Pays de Loire      | 2 000 000          | 400 000                | 1 600 000           |                        |
| Emprunts RCF                                    | 1 335 537          |                        | 1 335 537           |                        |
| Intérêts courus sur emprunts                    | 116 792            | 116 792                |                     |                        |
| Concours bancaires courants périmètre France    | 33 008             | 33 008                 |                     |                        |
| Concours bancaires courants périmètre Interna   | 3 260 512          | 3 260 512              |                     |                        |
| Emprunts en crédit-bail immobilier              | 870 574            | 229 559                | 641 015             |                        |
| Emprunts et dettes financières divers           | 1 916 697          | 1 407 840              | 508 590             | 267                    |
| Avances et acomptes reçus sur commandes         | 11 073 688         | 11 073 688             |                     |                        |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés        | 65 378 613         | 65 378 613             |                     |                        |
| Dettes fiscales et sociales                     | 29 901 782         | 29 901 782             |                     |                        |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 26 178             | 26 178                 |                     |                        |
| Autres dettes                                   | 2 431 043          | 2 431 043              |                     |                        |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>174 016 316</b> | <b>119 970 633</b>     | <b>28 714 270</b>   | <b>25 331 413</b>      |

Le poste « Emprunts et dettes financières divers » contient notamment des dettes de participation des salariés à hauteur de 529 k€ (916 k€ en 2017), le préfinancement du CIR 2015-2016 pour 658 151 euros et une dette envers l'associé Electro Holding pour 729 k€.

Le poste « Autres dettes » contient notamment des dettes auprès des clients et des dettes liées aux opérations d'affacturage.

Le montant des emprunts et dettes auprès des étab. de crédit du périmètre France au 31/12/2018 s'élève à 24 501 235 euros dont 514 890 euros à moins d'un an, 21 258 878 euros à échéance entre 1 et 5 ans et 2 727 467 euros à plus de 5ans.

Une renégociation a été finalisée le 3 juin 2019 avec les banques afin de reporter les échéances des emprunts à compter de 2023.

La variation des emprunts et dettes financières s'explique comme suit :

| Nature  | Ouverture         | Variation<br>change | Augmentat.        | Diminution       | Clôture           |
|---|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles            | 21 829 172        |                     |                   |                  | 21 829 172        |
| Intérêts courus sur emprunts obligat.         | 334 981           |                     | 439 526           |                  | 774 507           |
| Emprunts bancaires périmètre France           | 24 579 622        |                     | 904               | 79 291           | 24 501 235        |
| Emprunts bancaires périmètre International    | 6 048 323         | -18 849             | 8 667 358         | 8 100 854        | 6 595 978         |
| Emprunt Crédit-vendeur                        | 1 971 000         |                     |                   |                  | 1 971 000         |
| Emprunts auprès de la Région P.D.L            | 2 000 000         |                     |                   |                  | 2 000 000         |
| Emprunts RCF                                  | 1 335 537         |                     |                   |                  | 1 335 537         |
| Intérêts courus sur emprunts                  | 120 012           |                     |                   | 3 220            | 116 792           |
| Concours bancaires courants périmètre France  | 45 723            |                     |                   | 12 715           | 33 008            |
| Concours bancaires courants périmètre Interna | 1 524 079         | -248 656            | 1 985 089         |                  | 3 260 512         |
| Emprunts en crédit-bail immobilier            | 1 089 220         |                     |                   | 218 646          | 870 574           |
| Emprunts en crédit-bail mobilier              | 29 395            |                     |                   | 29 395           |                   |
| Emprunts et dettes financières divers         | 1 728 056         | 53 533              | 135 108           |                  | 1 916 697         |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>62 635 120</b> | <b>-213 972</b>     | <b>11 227 985</b> | <b>8 444 121</b> | <b>65 205 012</b> |

Les produits constatés d'avance comprennent notamment le solde des subventions d'investissement, dont le montant s'élève à 352 k euros, contre 257k euros au titre de l'exercice précédent.

**Mobilisation d'affacturage** : 38 674 k€.

**Capital restant dû des dettes financières du groupe garanties** :

|                                       |           |
|---------------------------------------|-----------|
| • par nantissement de titres          | 47 191 k€ |
| • par privilège du prêteur de deniers | 262 k€    |
| • par gage sur matériel               | 30 k€     |
| • caution de la société mère          | 449 k€    |

**Nantissement de second rang** :

Préalablement au transfert des titres nantis dans le Patrimoine Fiduciaire, le constituant FINANCIERE DE L'OMBREE a constitué, conformément aux nantissements actuels, un nantissement de second rang sur les titres nantis au profit des créanciers bancaires nantis pour couvrir l'extension de la maturité des Crédits Senior 1 et 2 ; étant précisé que les nantissements actuels et les nantissements de 2nd rang seront maintenus pendant la durée de la convention de Fiducie nonobstant le transfert des titres nantis en application de celle-ci. Les titres nantis concernent les sociétés EOLANE COMBREE, EOLANE DOUARNENEZ, EOLANE NEUILLY-ENTHELLE, EOLANE SAINT-AGREVE, EOLANE VALENCE.

## V) Explications des postes du compte de résultat consolidé

| <b>Nature</b>                          | <b>31/12/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Production stockée                     | -312 216          | 2 709 314         |
| Production immobilisée                 | 21 505            | 910 853           |
| Subventions d'exploitation             | 344 175           | 600 366           |
| Reprises amortissements                | 40 154            | 168               |
| Reprises dépréciations actif circulant | 7 197 188         | 5 755 932         |
| Reprises provisions risques et charges | 2 057 694         | 1 659 701         |
| Transferts de charges d'exploitation   | 741 894           | 1 934 106         |
| Autres produits                        | 747 107           | 2 216 384         |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>10 837 501</b> | <b>15 788 824</b> |

### 1- Charges de personnel

| <b>Nature</b>              | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
| Salaires et traitements    | 69 657 588         | 71 146 234         |
| Charges sociales           | 21 459 718         | 21 070 619         |
| Personnel intérimaire      | 10 824 237         | 7 347 550          |
| Participation des salariés | 542 394            | 454 331            |
| <b>TOTAL</b>               | <b>102 483 937</b> | <b>100 018 734</b> |

### 2- Effectif

| <b>Nature</b>                     | <b>31/12/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Cadres                            | 430               | 379               |
| Agents de maîtrise et techniciens | 545               | 436               |
| Employés                          | 436               | 575               |
| Ouvriers                          | 1 544             | 1 247             |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>2 955</b>      | <b>2 637</b>      |

| Nature                             | 31/12/2018     |                  | 31/12/2017       |                  |
|------------------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|
|                                    | Produits       | Charges          | Produits         | Charges          |
| Gains et pertes de change          | 610 411        | 1 145 066        | 2 080 400        | 1 451 959        |
| Redevances pour brevets, licences  | 95 492         | 19 790           | 117 635          | 126 598          |
| Pertes sur créances irrécouvrables |                | 12 708           |                  | 54 887           |
| Divers                             | 41 204         | 16 931           | 18 349           | 50 139           |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>747 107</b> | <b>1 194 495</b> | <b>2 216 384</b> | <b>1 683 583</b> |

| Nature   | 31/12/2018     |                  | 31/12/2017    |                  |
|--|----------------|------------------|---------------|------------------|
|  | Produits       | Charges          | Produits      | Charges          |
| Intérêts des emprunts obligataires             |                | 439 424          |               | 194 169          |
| Intérêts des emprunts bancaires                |                | 844 562          |               | 837 560          |
| Intérêts des avances remboursables             |                | 14 613           |               |                  |
| Intérêts des dettes de crédit-bail             |                | 10 599           |               | 17 922           |
| Intérêts dettes participation des salariés     |                | 34 338           |               | 59 679           |
| Charges financières liées au factor            |                | 711 927          |               | 476 083          |
| Intérêts autres créances et dettes financières | 6 024          | 31 096           |               | 251 758          |
| Commiss. financement et intérêts bancaires     |                | 9 956            |               | 242 112          |
| Escomptes                                      | 3 436          | 20 969           | 3 005         | 17 834           |
| Gains et pertes de change                      | 47 615         | 124 690          |               | 16 231           |
| Dividendes                                     | 40             |                  |               |                  |
| Résultat de cessions de V.M.P.                 |                | 12 820           | 14 443        |                  |
| Amortissements, dépréciations, provisions      | 346 169        | 31 477           |               | 257 153          |
| Transferts de charges financières              |                |                  | 7 115         |                  |
| Autres produits et charges financiers          | 46 251         | 129 620          | 66 468        | 96 016           |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>449 535</b> | <b>2 416 091</b> | <b>91 031</b> | <b>2 466 517</b> |

| Nature                                    | 31/12/2018       |                   | 31/12/2017       |                   |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
|   | Produits         | Charges           | Produits         | Charges           |
| Produits de cession des éléments d'actif  | 3 151 218        |                   | 542 926          |                   |
| Valeur comptable éléments d'actifs cédés  |                  | 1 881 017         |                  | 6 597 301         |
| QP de subv. virée au compte de résultat   | 173 950          |                   | 420 794          |                   |
| Pénalités et amendes                      |                  | 67 946            |                  | 138 390           |
| Amortissements, dépréciations, provisions | 5 036 701        | 3 850 261         | 1 818 750        | 13 245 239        |
| Autres produits et charges exceptionnels  | 1 288 967        | 6 176 777         | 5 817 356        | 8 871 346         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>9 650 836</b> | <b>11 976 001</b> | <b>8 599 826</b> | <b>28 852 276</b> |

Le résultat de base par action est une perte par action.

Selon l'avis OEC n°27, §3, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action, car la perte diluée est inférieure à la perte de base, et l'instrument ne peut être considéré comme dilutif.

## **VI) Autres informations**

---

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, ayant des incidences financières significatives et dont la connaissance est nécessaire à la bonne information concernant l'activité et la situation financière du groupe, n'est connu à la date d'arrêté des comptes.

Les transactions qui pourraient être conclues avec des parties liées sont soit jugées non significatives, soit considérées comme conclues à des conditions normales de marché.

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.

| Nature   | Résultat           | Capital et réserves | TOTAL             |
|--|--------------------|---------------------|-------------------|
| <b>Cumul des comptes sociaux</b>                 | <b>-38 173 403</b> | <b>31 947 759</b>   | <b>-6 225 644</b> |
| Y Ecart de conversion                            |                    | 132 106             | 132 106           |
| Y Amortiss. dérogatoires frais d'acq. de titres  |                    | 672 504             | 672 504           |
| Y Elimination des dividendes                     | -5 699 871         | 5 699 871           |                   |
| Y Ecart de conversion sur élim. Dividendes       |                    | 58 233              | 58 233            |
| Y Eimin. profits sur cessions d'immobilisations  |                    | -44 611             | -44 611           |
| Y Eimin. dépréciations internes de titres        | 3 068 466          | 23 894 384          | 26 962 850        |
| Y Eimin dépréciations internes de créances       | 10 368 301         | 22 954 999          | 33 323 300        |
| Y Eimin dépréciations internes sur obligations   | 7 339 546          |                     | 7 339 546         |
| Y Provision pour impôts                          |                    | 182 752             | 182 752           |
| Y Retraitement frais d'établissement             | 9 700              | -20 208             | -10 508           |
| Y Retraitement des charges à répartir            | 3 141              | -3 022              | 119               |
| Y Retraitement écarts de conversion              | -48 390            | 123 990             | 75 600            |
| Y Amortiss. dérogatoires sur actif immobilisé    | -721 944           | 1 445 378           | 723 433           |
| Y Retraitement contrats location-financement     | -201 197           | 6 064 526           | 5 863 329         |
| Amort. Dérogatoires décalage redevances          | 228 655            | 454 205             | 682 861           |
| Y Comptabilisation des écarts d'évaluation       | -188 610           | 2 363 685           | 2 175 075         |
| Y Correction des fonds commerciaux               |                    | -578 508            | -578 508          |
| Y Amortissements des fonds commerciaux           | 5 183              | -1 157 660          | -1 152 477        |
| Y Elimination mali de fusion                     |                    | -5 106 013          | -5 106 013        |
| Rapprochement des intra-groupes                  | -349 515           | -35 916             | -385 431          |
| Elimination dette fictive IS ex-intégration fisc |                    | 113 527             | 113 527           |
| Annulation résultat FIDUCIE                      | 14 468 493         |                     | 14 468 493        |
| <b>Comptes sociaux retraités</b>                 | <b>-9 891 445</b>  | <b>89 161 981</b>   | <b>79 270 536</b> |
| <b>Intérêts minoritaires</b>                     | <b>-323 593</b>    | <b>77 873</b>       | <b>-245 720</b>   |
| Part du groupe avant élimination                 | -9 567 852         | 89 084 108          | 79 516 256        |
| - Valeur des titres                              | -                  | 63 468 944          | 63 468 944        |
| + Ecart d'acquisition                            | -                  | -5 557 705          | -5 557 705        |
| - Amortissement des écarts d'acquisition         | -6 761             | -6 430 164          | -6 436 925        |
| + Variation de périmètre                         | 21 634             | -21 634             |                   |
| <b>Part du groupe</b>                            | <b>-9 539 457</b>  | <b>26 465 989</b>   | <b>16 926 532</b> |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>-9 863 050</b>  | <b>26 543 862</b>   | <b>16 680 812</b> |

**FINANCIERE DE L'OMBREE**  
**Société par actions simplifiée au capital de 11 336 464 euros**  
**Siège social : 8 boulevard Charles Détriché**  
**49000 ANGERS**  
**413 101 957 RCS ANGERS**

**RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**  
**AUX DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE**  
**DU 28 JUIN 2019**

Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous avons établi le présent rapport pour vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

### **ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ**

#### **Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice**

Les chiffres de l'exercice écoulé vous sont présentés ci-après et sont comparés avec l'exercice précédent.

Notre chiffre d'affaires a progressé par rapport à l'exercice précédent suite à un changement de méthode de refacturation des FEES.

En effet, nous vous rappelons que jusqu'en 2017, les filiales refacturaient directement, aux autres filiales, les frais de personnel détaché. Depuis 2018 et afin de simplifier les flux internes, les filiales ont refacturé le personnel détaché directement à la société FINANCIERE DE L'OMBREE. C'est pour cette raison que le poste de personnel détaché a fortement augmenté. La Société FINANCIERE DE L'OMBREE répercute ces frais, auprès des différentes filiales, au travers des facturations de MANAGEMENT FEES.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) perçu en 2018 au titre des salaires de l'année 2017 s'est élevé à 117.772 euros. Il a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, il est utilisé au financement des efforts de l'entreprise en matière de reconstitution du fonds de roulement.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 76.144 euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit du CICE vient en diminution des charges d'exploitation. Il est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Notre société prévoit d'affecter ce crédit d'impôt à, notamment, des efforts en matière de reconstitution de son fonds de roulement.

Nous vous rappelons que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la Société FINANCIERE DE L'OMBREE est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FINANCIERE DE L'OMBREE. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Les sociétés intégrées dans le Groupe sont les sociétés « EOLANE COMBREE », « EOLANE ANGERS », « EOLANE RONCQ », « EOLANE MONTCEAU », « EOLANE CAEN », « EOLANE LES ULIS », « EOLANE SAINT AGREVE », « EOLANE VALENCE », « EOLANE NEUILLY EN THELLE », « EOLANE ARGENTUEIL », « DIRLANE », « EOLANE VAILHAUQUES », « EOLANE DOUARNENEZ », « NANOLANE », « EOLANE ENGINEERING ».

#### Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 décembre 2018, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler à l'exception du transfert des nouveaux comptes courant vers la Fiducie conformément au contrat de Fiducie signé lors du protocole de conciliation en 2017.

Le groupe étant en restructuration, le schéma de FIDUCIE a pour conséquence d'amplifier les pertes constatées dans la holding.

#### Activités en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

#### Evolution prévisible et perspectives d'avenir

L'exercice 2018 s'est déroulé conformément au plan Cap2020 établi par le Management lors de l'arrivée du nouvel investisseur en juillet 2017 :

- Les fermetures des sites de Vailhauques et de Roncq sont effectives depuis fin 2018 pour le premier et fin mars 2019 pour le second.
- Les transferts d'activités entre sites en vue de les spécialiser sont largement engagés et vont se poursuivre tout au long de l'exercice 2019.
- L'organisation par BU/marché est en place et une nouvelle stratégie commerciale est en cours de finalisation.
- La mutualisation et la rationalisation des organisations et fonctions supports France sont engagées et vont se poursuivre en 2019.
- Une évolution de l'activité à l'international autofinancée par les résultats de chaque filiale internationale.

Les différentes actions, lancées dans le cadre de Cap2020, n'ont pas encore d'impact favorable sur les comptes 2018, mais commenceront à infléchir, de façon significative et positive, la performance du groupe à partir de 2019.

L'exercice 2018 a été impacté par un marché des composants mondial en crise, les capacités mondiales de production n'étant pas en mesure de répondre à la demande croissante de composant électroniques.

Il en résulte pour EOLANE des décalages de production par manque de certains composants pour finaliser les productions, et en parallèle, une hausse des stocks de composants.

Pour faire face à la crise des composants et disposer de plus de souplesse en terme de trésorerie, le groupe est entré en discussion avec ses principaux clients, banquiers, l'Etat et ses actionnaires pour mettre en place un accord permettant :

- au groupe de faire face à ses besoins de trésorerie pour les 3 années à venir,
- d'absorber l'aggravation éventuelle de la crise des composants.

Ce protocole a fait l'objet d'une signature entre les parties le 3 juin 2019. Son homologation est prévue le 3 juillet 2019.

Le Groupe dispose des moyens financiers pour dérouler sa stratégie de restructuration du groupe dans le cadre des hypothèses de travail retenues pour le business plan de l'entreprise.

#### Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4, II du Code de commerce, sont annexées aux présentes les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant cumulés des factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice et la ventilation de ce montant par tranche de retard.

#### Information sur le montant des prêts consentis par la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 511-6, 3 bis du Code monétaire et financier, la société n'a consenti aucun prêt de moins de deux ans à des sociétés avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant.

### **FILIALES ET PARTICIPATIONS**

#### Prises de participations ou prises de contrôles

En application des dispositions de l'article L 233-6 du Code de Commerce, nous vous indiquons que notre société n'a acquis ou souscrit aucune participation dans une autre société au cours de l'exercice écoulé.

#### Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau annexé page 16 de notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

### **COMPTES CONSOLIDÉS**

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du Code de Commerce, il est présenté ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

## **RÉSULTATS - AFFECTATION**

### **Examen des comptes et résultats**

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires s'est élevé à 19 798 968,03 euros contre 12 985 766,20 euros lors de l'exercice précédent.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 1 282 233,45 euros contre 1 766 408,61 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 13 846 483,80 euros contre 9 383 613,19 euros pour l'exercice précédent.

Il convient de préciser que la Société a supporté des dépenses de travail intérimaire qui se sont élevées à 219 417,13 euros.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 424 028,96 euros contre 469 242,16 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 5 426 756,12 euros contre 4 840 618,81 euros lors de l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 2 859 064,50 euros contre 2 312 129,49 euros pour l'exercice précédent.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à 89 personnes.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 508 717,73 euros contre 760 983,16 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à 22,28 euros contre 93 506,57 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 23 065 073,39 euros contre 17 860 093,38 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à -1 983 871,91 euros contre -3 107 918,57 euros lors de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un résultat financier de -15 533 065,56 euros (-20 682 149,59 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à -17 516 937,47 euros contre -23 790 068,16 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 26,36%.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de -1 510 012,68 euros contre 106 346,84 euros pour l'exercice précédent, d'un impôt sur les sociétés de 3 026 344,00 euros contre 8 094 363,00 euros pour l'exercice précédent, le résultat de l'exercice se solde par une perte de 22 053 294,15 euros contre une perte de 31 778 084,32 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2018, le total du bilan de la Société s'élevait à 76 239 177,67 euros contre 75 506 476,27 euros pour l'exercice précédent.

### Analyse de l'évolution des résultats et de la situation financière de la Société

#### **Résultat**

Les résultats de l'exercice écoulé vous ont été présentés ci-avant.

Le résultat a subi une perte de 22.053.294,15 euros qui est constituée de :

- d'une perte d'exploitation de 1.983.872 euros en réduction par rapport à l'année dernière ;
- d'une perte financière de 15.063.088 euros provenant à hauteur de 14.468.493,43 euros d'une perte de la FIDUCIE (résultant du provisionnement des titres et comptes courant des filiales portées par la FIDUCIE) ;
- d'une perte exceptionnelle de 1.510.013 euros provenant de charges exceptionnelles sur opérations de gestion ;
- d'une perte d'IS de 3.026.344 euros résultant de l'intégration fiscale.

#### **Situation financière**

Le financement des investissements est réalisé au moyen de fonds propres.

#### **Proposition d'affectation du résultat**

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 22 053 294,15 euros.

Nous vous proposons de bien vouloir affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en totalité au poste « report à nouveau » de telle sorte que ledit compte serait débiteur de 44.939.605,82 euros.

#### **Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Compte tenu du résultat de l'exercice, les capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital social. La Société a décidé de poursuivre son activité.

## **Décision à prendre dans le cadre de l'article L. 225-248 du Code de commerce**

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2018, si l'affectation du résultat proposée est approuvée, aura pour effet que le montant des capitaux propres, soit inférieur à la moitié du capital social.

En pareil cas, l'article L. 225-248 du Code de commerce prévoit que les associés doivent décider, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société dispose d'un délai de deux exercices, outre l'exercice en cours, pour porter le montant des capitaux propres au minimum de la moitié du capital social.

Compte tenu de notre business plan, nous pensons que les mesures prises afin d'améliorer la situation financière de la Société devraient voir leurs effets dans les prochains mois et nous avons bon espoir de reconstituer les capitaux propres dans le délai imparti par la loi.

Ainsi nous vous proposons d'en prendre acte, et de décider la poursuite de l'activité de la Société. Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du code de commerce, la Société devra, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, soit au plus tard le 31 décembre 2020, réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur des réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Si vous acceptez cette proposition et décidez de poursuivre l'activité bien que les capitaux propres soient devenus inférieurs à la moitié du capital social, il n'y aura pas lieu de désigner un liquidateur.

### **Distributions antérieures de dividendes**

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

### **Dépenses non déductibles fiscalement**

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, il y a lieu d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 23.257 euros et qui, compte tenu du résultat fiscal déficitaire, ont réduit le déficit reportable à due concurrence.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code général des impôts, sont communiqués les chiffres globaux relatifs aux dépenses visées à l'article 39, 5 dudit code.

### **Observations du comité social et économique - CSE**

Le CSE n'a formulé aucune observation sur la situation économique et sociale de la Société en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du Code du travail.



## **CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les éventuelles nouvelles conventions visées par ces dispositions.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions.

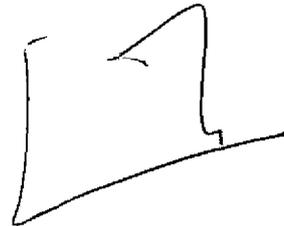
## **ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

Il convient d'indiquer qu'aucun mandat de dirigeant ou de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettrons à votre vote.

**Le Président**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, somewhat abstract shape with a vertical line on the left, a horizontal line at the bottom, and a curved line on the right that loops back towards the top.

# **FINANCIERE DE L'OMBREE**

Société par actions simplifiée

8, boulevard Charles Détriché

49000 ANGERS

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

**FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL**  
4, Rue Fernand Forest  
49000 Angers  
Membre de la CRCC d'Angers

**Deloitte & Associés**  
1 Rue Benjamin Franklin  
44800 Saint Herblain  
Membre de la CRCC de Versailles

# FINANCIERE DE L'OMBREE

Société par actions simplifiée

8, boulevard Charles Détriché

49000 ANGERS

---

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

A l'associée unique de la société FINANCIERE DE L'OMBREE,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons établi en date du 13 juin 2019 un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder à la vérification des comptes consolidés et du rapport de gestion du groupe, ceux-ci n'ayant pas été mis à notre disposition dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 25 juin 2019, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FINANCIERE DE L'OMBREE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Note sur la continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes consolidés qui expose les actions menées par le groupe en 2018 et la signature d'un protocole d'accord avec les actionnaires et partenaires le 3 juin 2019.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre Groupe comptabilise le chiffre d'affaires et la marge sur les contrats à long terme selon la méthode de l'avancement, tel que précisé dans la note 9 « Contrats à long terme » du paragraphe D « Principes de consolidation » de l'annexe. Nous avons été conduits dans ce cadre à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.
- La note 1 « Immobilisations corporelles et incorporelles » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons examiné les éléments justifiant de l'évaluation de ces frais, contrôlé la pertinence des amortissements et dépréciations pratiqués, et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée.
- La note 3 « Stocks et en-cours » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les éléments probants justifiant de l'évaluation des stocks, contrôlé la pertinence des taux de provision pour dépréciation retenus, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode exposé ci-dessus et nous nous sommes assurés que le paragraphe de l'annexe aux comptes consolidés fournit une information appropriée.

- Votre Groupe comptabilise des provisions pour risques et charges destinées à couvrir le coût estimé des litiges et contentieux identifiés à la date de clôture, tel qu'exposé dans la note 5 « Provisions pour risques et charges » du paragraphe C « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de ces provisions, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les estimations comptables importantes des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.
- Des provisions pour charges ont été constituées dans le cadre de la mise en œuvre de deux plans de sauvegarde de l'emploi, tel qu'il est indiqué dans la note M « Provisions pour risques et charges » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses définies par la direction sur lesquelles se fonde l'estimation de ces provisions, à revoir sur la base de tests les calculs effectués par le Groupe, et à contrôler les estimations retenues par la direction.
- La note A « Ecarts d'acquisition » de l'annexe expose les modalités de valorisation et de dépréciation des écarts d'acquisition. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et les modalités de réalisation des tests de dépréciation. Nous avons vérifié que ce paragraphe de l'annexe fournit une information appropriée.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Angers et Saint-Herblain, le 27 juin 2019

Les commissaires aux comptes

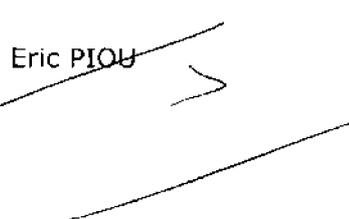
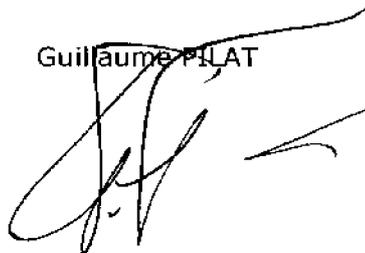
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

Deloitte & Associés

Frédérique PLOQUIN

Guillaume PILAT

Eric PIOU



## Bilan Actif consolidé

|   |      | Montant Brut       | Dépréciation       | 31/12/2018         | 31/12/2017         |
|---|------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>ECART D'ACQUISITION</b>                    | I    | 10 867 617         | 9 984 737          | 882 880            | 882 880            |
| Capital souscrit non appelé                   | II   |                    |                    |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>          |      |                    |                    |                    |                    |
| Frais d'établissement                         |      |                    |                    |                    |                    |
| Frais de recherche et de développement        |      | 3 005 793          | 2 164 414          | 841 379            | 1 850 477          |
| Concessions, brevets, droits similaires       |      | 8 892 115          | 7 430 130          | 1 461 985          | 1 608 332          |
| Fonds commercial                              |      | 2 170 593          | 1 812 477          | 358 116            | 358 116            |
| Autres immobilisations incorporelles          |      |                    |                    |                    |                    |
| Immobilisations en cours                      |      |                    |                    |                    |                    |
| Avances et acomptes                           |      |                    |                    |                    | 193 060            |
|   |      |                    |                    |                    | 980                |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>            |      |                    |                    |                    |                    |
| Terrains                                      |      | 2 941 388          | 280 075            | 2 661 313          | 2 671 262          |
| Constructions                                 |      | 24 774 786         | 11 897 592         | 12 877 194         | 12 797 517         |
| Installations techniques, matériel, outillage |      | 52 744 310         | 42 466 583         | 10 277 727         | 12 215 569         |
| Autres immobilisations corporelles            |      | 15 986 377         | 13 363 124         | 2 623 253          | 2 764 533          |
| Immobilisations en cours                      |      | 642 361            | 55 604             | 586 757            | 503 198            |
| Avances et acomptes                           |      | 402 583            |                    | 402 583            | 464 095            |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>            |      |                    |                    |                    |                    |
| Titres de participation                       |      | 3 615 028          | 3 615 028          |                    |                    |
| Actifs nets en cours de cession               |      |                    |                    |                    |                    |
| Participations par mise en équivalence        |      |                    |                    |                    |                    |
| Créances rattachées à des participations      |      | 72 727             |                    | 72 727             | 185 003            |
| Autres titres immobilisés                     |      | 46 750             | 5 749              | 41 001             | 30 988             |
| Prêts   |      | 331 097            |                    | 331 097            | 53 676             |
| Autres immobilisations financières            |      | 798 379            | 45 033             | 753 346            | 704 593            |
| <b>TOTAL III</b>                              |      | <b>116 424 287</b> | <b>83 135 809</b>  | <b>33 288 478</b>  | <b>36 401 399</b>  |
| <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                     |      |                    |                    |                    |                    |
| Matières premières, approvisionnements        |      | 59 313 543         | 6 689 464          | 52 624 079         | 56 776 122         |
| En-cours de production de biens               |      | 16 149 558         | 1 139 979          | 15 009 579         | 18 312 366         |
| En-cours de production de services            |      | 365 796            |                    | 365 796            | 296 464            |
| Produits intermédiaires et finis              |      | 11 330 725         | 623 114            | 10 707 611         | 8 346 627          |
| Marchandises                                  |      | 16 146             | 11 933             | 4 213              | 48 415             |
| Avances, acomptes versés sur commandes        |      | 3 064 886          |                    | 3 064 886          | 2 718 602          |
| <b>CREANCES</b>                               |      |                    |                    |                    |                    |
| Créances clients et comptes rattachés         |      | 51 883 351         | 2 530 583          | 49 352 768         | 46 042 855         |
| Actifs d'impôt différé                        |      |                    |                    |                    |                    |
| Autres créances                               |      | 39 323 491         |                    | 39 323 491         | 22 816 263         |
| Capital souscrit et appelé, non versé         |      |                    |                    |                    |                    |
| <b>DIVERS</b>                                 |      |                    |                    |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement               |      | 354 547            |                    | 354 547            | 202 959            |
| Actions propres                               |      |                    |                    |                    |                    |
| Disponibilités                                |      | 12 938 603         |                    | 12 938 603         | 15 344 909         |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>              |      |                    |                    |                    |                    |
| Charges constatées d'avance                   |      | 1 352 537          |                    | 1 352 537          | 1 495 315          |
| <b>TOTAL IV</b>                               |      | <b>196 093 183</b> | <b>10 995 073</b>  | <b>185 098 110</b> | <b>172 400 899</b> |
| Charges à répartir s/plusieurs exercices      | V    |                    |                    |                    |                    |
| Primes remboursement des obligations          | VI   |                    |                    |                    |                    |
| Ecart de conversion actif                     | VII  |                    |                    |                    |                    |
| Ecart d'arrondi actif                         | VIII |                    |                    |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL (I à VIII)</b>               |      | <b>323 385 087</b> | <b>104 115 619</b> | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> |

## Bilan Passif consolidé

|  | 31/12/2018         | 31/12/2017         |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                |                    |                    |
| Capital social   | 11 336 464         | 11 336 464         |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                 |                    |                    |
| Ecart de réévaluation                                  |                    |                    |
| Ecart de réévaluation groupe                           |                    |                    |
| Réserve légale   | 200 000            | 200 000            |
| Réserves statutaires ou contractuelles                 |                    |                    |
| Réserves réglementées                                  |                    |                    |
| Autres réserves  |                    |                    |
| Réserve du groupe                                      |                    | 8 891 773          |
| Ecart de conversion groupe                             | 37 660 590         | 38 000 140         |
| Report à nouveau                                       | 155 247            | 241 106            |
| <b>Résultat Groupe</b>                                 | <b>-22 886 312</b> |                    |
| Subventions d'investissements                          | <b>-9 539 457</b>  | <b>-32 118 503</b> |
| Amortissement dérogatoires                             |                    |                    |
| Autres provisions réglementées                         |                    |                    |
| Titres en autocontrôle                                 |                    |                    |
| <b>TOTAL I</b>   | <b>16 926 532</b>  | <b>26 550 980</b>  |
| <b>INTERETS MINORITAIRES</b>                           |                    |                    |
| Intérêts hors groupe                                   | 101 014            | 664 375            |
| Ecart de conversion hors groupe                        | -23 141            | -18 948            |
| Résultat hors groupe                                   | -323 593           | -595 133           |
| <b>TOTAL II</b>  | <b>-245 720</b>    | <b>50 294</b>      |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                            |                    |                    |
| Produits des émissions de titres participatifs         |                    |                    |
| Avances conditionnées                                  | 1 419 730          | 1 782 422          |
| <b>TOTAL III</b>                                       | <b>1 419 730</b>   | <b>1 782 422</b>   |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>              |                    |                    |
| Provisions pour acquisitions de titres                 | 3 660              | 10 421             |
| Provisions pour risques                                | 16 261 609         | 16 985 928         |
| Provisions pour charges                                | 8 308 319          | 8 620 164          |
| Provisions pour passif d'impôt différé                 |                    |                    |
| <b>TOTAL IV</b>  | <b>24 573 588</b>  | <b>25 616 513</b>  |
| <b>DETTES</b>  |                    |                    |
| Emprunts obligataires convertibles                     | 22 603 679         | 22 164 153         |
| Autres emprunts obligataires                           |                    |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 36 520 542         | 36 054 494         |
| Concours bancaires courants                            | 3 293 520          | 1 569 802          |
| Emprunts en crédit-bail                                | 870 574            | 1 118 615          |
| Emprunts et dettes financières divers                  | 1 916 697          | 1 728 056          |
| Passif nets en cours de cession                        |                    |                    |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours       | 11 073 688         | 7 366 256          |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés               | 65 378 613         | 56 322 136         |
| Dettes fiscales et sociales                            | 29 901 782         | 23 085 260         |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés        | 26 178             | 487 972            |
| Autres dettes  | 2 431 043          | 2 150 031          |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                       |                    |                    |
| Produits constatés d'avance                            | 2 579 022          | 3 638 194          |
| <b>TOTAL V</b>   | <b>176 595 338</b> | <b>155 684 959</b> |
| Ecart de conversion passif                             | VI                 |                    |
| Ecart d'arrondi passif                                 | VII                |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                   | <b>(I à VII)</b>   | <b>209 685 178</b> |

## Compte de résultat consolidé

|  | 31/12/2018            | 31/12/2017         |
|--|-----------------------|--------------------|
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>  |                       |                    |
| Ventes de marchandises France  | 750 348               | 757 351            |
| Ventes de marchandises Export  | 84 708                | 224 888            |
| Production vendue de biens France  | 189 100 310           | 199 089 425        |
| Production vendue de biens Export  | 148 935 021           | 141 846 248        |
| Production vendue de services France                                       | 21 058 210            | 23 682 322         |
| Production vendue de services Export                                       | 1 622 499             | 1 878 011          |
| <b>TOTAL I</b>   | <b>361 551 096</b>    | <b>367 478 245</b> |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>   |                       |                    |
| Production stockée   | -312 216              | 2 709 314          |
| Production immobilisée   | 21 505                | 910 853            |
| Subventions d'exploitation   | 344 175               | 600 366            |
| Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges | 10 036 930            | 9 349 907          |
| Autres produits  | 747 107               | 2 216 384          |
| <b>TOTAL II</b>  | <b>10 837 501</b>     | <b>15 786 824</b>  |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>  |                       |                    |
| Achats de marchandises   | 77 380                | 882 065            |
| Variation des stocks de marchandises                                       | 45 024                | -4 012             |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                  | 211 414 668           | 231 243 560        |
| Variation des stocks de matières premières et approvisionnements           | 773 674               | -11 083 927        |
| Autres achats et charges externes  | 38 728 199            | 39 225 132         |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                      | 5 094 384             | 5 109 226          |
| Salaires et traitements  | 81 024 219            | 78 948 115         |
| Charges sociales   | 21 459 718            | 21 070 619         |
| Dotations aux amortissements des immobilisations                           | 7 575 546             | 8 300 728          |
| Dotations aux dépréciations d'immobilisations                              |                       |                    |
| Dotations aux dépréciations d'actifs circulants                            | 7 286 256             | 8 261 440          |
| Dotations aux provisions pour risques et charges                           | 2 820 109             | 3 451 442          |
| Autres charges   | 1 194 495             | 1 683 583          |
| <b>TOTAL III</b>   | <b>377 493 672</b>    | <b>387 087 971</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>(I + II - III)</b> | <b>-3 822 902</b>  |
| Bénéfice attribué ou perte transférée                                      |                       |                    |
| Perte supportée ou bénéfice transféré                                      |                       |                    |

## Compte de résultat consolidé (suite)

|   | 31/12/2018                    | 31/12/2017         |
|---|-------------------------------|--------------------|
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                      |                               |                    |
| De participation  | 40                            | 40                 |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé   | 1 641                         |                    |
| Autres intérêts et produits assimilés                           | 54 070                        | 69 433             |
| Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges | 346 169                       | 7 115              |
| Différences positives de change                                 | 47 615                        |                    |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement   |                               | 14 443             |
| Ecarts de conversion  |                               |                    |
| <b>TOTAL IV</b>   | <b>449 535</b>                | <b>91 031</b>      |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                      |                               |                    |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions       | 31 477                        | 257 153            |
| Intérêts et charges assimilées                                  | 2 247 106                     | 2 193 115          |
| Différences négatives de change                                 | 124 690                       | 16 231             |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement  | 12 820                        |                    |
| Ecarts de conversion  | -2                            | 18                 |
| <b>TOTAL V</b>  | <b>2 416 091</b>              | <b>2 466 517</b>   |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                       | <b>(IV - V)</b>               | <b>-2 375 486</b>  |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>                            | <b>-7 071 631</b>             | <b>-6 198 388</b>  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                   |                               |                    |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                | 874 046                       | 5 727 263          |
| Autres produits exceptionnels sur opérations en capital         | 3 740 089                     | 1 011 783          |
| Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges | 5 036 701                     | 1 860 780          |
| <b>TOTAL VI</b>   | <b>9 650 836</b>              | <b>8 599 826</b>   |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                  |                               |                    |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion               | 4 773 645                     | 7 894 510          |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital        | 3 352 095                     | 7 712 527          |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions       | 3 850 261                     | 13 245 239         |
| <b>TOTAL VII</b>  | <b>11 976 001</b>             | <b>28 852 276</b>  |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                                    | <b>(VI - VII)</b>             | <b>-2 325 165</b>  |
| Impôts dus sur les bénéfices                                    | 473 015                       | -115 590           |
| Impôts différés sur les bénéfices                               |                               | 6 471 656          |
| <b>TOTAL VIII</b>   | <b>473 015</b>                | <b>6 356 066</b>   |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                       | <b>(I + II + IV + VI)</b>     | <b>382 488 968</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  | <b>(III + V + VII + VIII)</b> | <b>424 762 830</b> |
| <b>Résultat des sociétés intégrées</b>                          | <b>-9 869 811</b>             | <b>-32 806 904</b> |
| Résultat des sociétés mises en équivalence                      |                               |                    |
| Dotations aux amortissements des écarts acquisitions            | -6 761                        | -93 268            |
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>                            | <b>-9 863 050</b>             | <b>-32 713 636</b> |
| <b>RESULTAT GROUPE</b>  | <b>-9 539 457</b>             | <b>-32 118 503</b> |
| <b>RESULTAT HORS GROUPE</b>                                     | <b>-323 593</b>               | <b>-595 133</b>    |
| Résultat par action   | -13,46375                     | -87,24604          |
| Résultat dilué par action                                       | -13,46375                     | -87,24604          |

## Soldes intermédiaires de gestion consolidés

|  | 31/12/2018         | %             | 31/12/2017         | %             |
|--|--------------------|---------------|--------------------|---------------|
| Ventes de marchandises                                     | 835 056            | 0,23          | 982 239            | 0,26          |
| Production vendue  | 360 716 040        | 99,85         | 366 496 006        | 98,76         |
| + Production stockée                                       | -312 216           | -0,09         | 2 709 314          | 0,73          |
| + Production immobilisée                                   | 21 505             | 0,01          | 910 853            | 0,25          |
| <b>PRODUCTION + VENTES</b>                                 | <b>361 260 385</b> | <b>100,00</b> | <b>371 098 412</b> | <b>100,00</b> |
| - Coût d'achat des marchandises vendues                    | 122 404            | 0,03          | 878 053            | 0,24          |
| - Coût d'achat matières et approvisionnements              | 212 188 342        | 58,74         | 220 159 633        | 59,33         |
| - Sous-traitance   | 6 989 019          | 1,93          | 8 818 666          | 2,38          |
| <b>MARGE BRUTE GLOBALE</b>                                 | <b>141 960 620</b> | <b>39,30</b>  | <b>141 242 060</b> | <b>38,06</b>  |
| - Autres achats et charges externes                        | 31 739 180         | 8,79          | 30 406 466         | 8,19          |
| <b>VALEUR AJOUTEE</b>                                      | <b>110 221 440</b> | <b>30,51</b>  | <b>110 835 594</b> | <b>29,87</b>  |
| + Subventions d'exploitation                               | 344 175            | 0,10          | 600 366            | 0,16          |
| - Impôts et taxes  | 5 094 384          | 1,41          | 5 109 226          | 1,38          |
| - Charges de personnel                                     | 102 483 937        | 28,37         | 100 018 734        | 26,95         |
| <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>                        | <b>2 987 294</b>   | <b>0,83</b>   | <b>6 308 000</b>   | <b>1,70</b>   |
| + Transferts de charges d'exploitation                     | 741 894            | 0,21          | 1 934 106          | 0,52          |
| <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION RETRAITE</b>               | <b>3 729 188</b>   | <b>1,03</b>   | <b>8 242 106</b>   | <b>2,22</b>   |
| + Reprises dépré. actif circulant et prov. risques et ch.  | 9 254 882          | 2,56          | 7 415 801          | 2,00          |
| - Dotations dépré. actif circulant et prov. risques et ch. | 10 106 365         | 2,80          | 11 713 050         | 3,16          |
| + Autres produits  | 747 107            | 0,21          | 2 216 384          | 0,60          |
| - Autres charges   | 1 194 495          | 0,33          | 1 683 583          | 0,45          |
| <b>E.B.I.T.D.A</b>   | <b>2 430 317</b>   | <b>0,67</b>   | <b>4 477 658</b>   | <b>1,21</b>   |
| + Reprises d'amortissements des immobilisations            | 40 154             | 0,01          |                    |               |
| - Dotations amortiss. dépré. immobilisations               | 7 575 546          | 2,10          | 8 300 560          | 2,24          |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                             | <b>-5 105 075</b>  | <b>-1,41</b>  | <b>-3 822 902</b>  | <b>-1,03</b>  |
| + Produits financiers                                      | 449 535            | 0,12          | 91 031             | 0,02          |
| - Charges financières                                      | 2 416 091          | 0,67          | 2 466 517          | 0,66          |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>                        | <b>-7 071 631</b>  | <b>-1,96</b>  | <b>-6 198 388</b>  | <b>-1,67</b>  |
| Produits exceptionnels                                     | 9 650 836          | 2,67          | 8 599 826          | 2,32          |
| - Charges exceptionnelles                                  | 11 976 001         | 3,32          | 28 852 276         | 7,77          |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>-2 325 165</b>  | <b>-0,64</b>  | <b>-20 252 450</b> | <b>-5,46</b>  |
| - Impôt dus sur les sociétés                               | 473 015            | 0,13          | -115 590           | -0,03         |
| - Impôt différés sur les bénéfices                         |                    |               | 6 471 656          | 1,74          |
| <b>RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES</b>                     | <b>-9 869 811</b>  | <b>-2,73</b>  | <b>-32 806 904</b> | <b>-8,84</b>  |
| - Dotations amortissement écarts d'acquisition             | -6 761             | 0,00          | -93 268            | -0,03         |
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>                       | <b>-9 863 050</b>  | <b>-2,73</b>  | <b>-32 713 636</b> | <b>-8,82</b>  |
| <b>RESULTAT GROUPE</b>                                     | <b>-9 539 457</b>  | <b>-2,64</b>  | <b>-32 118 503</b> | <b>-8,65</b>  |
| <b>RESULTAT HORS GROUPE</b>                                | <b>-323 593</b>    | <b>-0,09</b>  | <b>-595 133</b>    | <b>-0,16</b>  |

## Bilan financier consolidé

| <b>ACTIF - Emplois</b>          | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  | <b>PASSIF - Ressources</b>           | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Ecarts d'acquisition            | 882 880            | 882 880            | Capital, primes et réserves groupe   | 26 465 989         | 58 669 483         |
| Immobilisations incorporelles   | 2 661 480          | 4 010 965          | Résultat groupe                      | -9 539 457         | -32 118 503        |
| Immobilisations corporelles     | 29 428 827         | 31 416 174         | <b>Capitaux propres groupe</b>       | <b>16 926 532</b>  | <b>26 550 980</b>  |
| Immobilisations financières     | 1 198 171          | 974 260            | Intérêts minoritaires                | -245 720           | 50 294             |
|                                 |                    |                    | Avances conditionnées                | 1 419 730          | 1 782 422          |
|                                 |                    |                    | Provisions pour risques et charges   | 24 573 588         | 25 616 513         |
|                                 |                    |                    | Emprunts obligataires                | 22 603 679         | 22 164 153         |
|                                 |                    |                    | Financements à moyen/long terme      | 37 391 116         | 37 173 109         |
|                                 |                    |                    | Dettes financières diverses          | 1 916 697          | 1 728 066          |
| <b>Biens stables (I)</b>        | <b>34 171 358</b>  | <b>37 284 279</b>  | <b>Capitaux permanents (II)</b>      | <b>104 585 622</b> | <b>115 065 527</b> |
|                                 |                    |                    | <b>Fonds de roulement (II-I)</b>     | <b>70 414 264</b>  | <b>77 781 248</b>  |
| Stocks et en-cours              | 78 711 278         | 83 779 996         | Avances et acomptes reçus            | 11 073 688         | 7 366 256          |
| Avances et acomptes versés      | 3 064 886          | 2 716 602          | Fournisseurs et rattachés            | 65 378 613         | 56 322 136         |
| Créances clients et rattachés   | 49 352 768         | 46 042 855         | Autres dettes et divers              | 34 938 025         | 29 361 457         |
| Autres créances et divers       | 40 676 028         | 24 311 578         |                                      |                    |                    |
| Mobilisation d'affacturage      | 38 674 724         | 42 038 063         |                                      |                    |                    |
| <b>Biens circulants (III)</b>   | <b>210 479 684</b> | <b>198 891 094</b> | <b>Passif circulant (IV)</b>         | <b>111 390 326</b> | <b>93 049 849</b>  |
| <b>B.F.R. (III-IV)</b>          | <b>99 089 358</b>  | <b>105 841 246</b> |                                      |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement | 354 547            | 202 959            | Concours bancaires courants          | 3 293 520          | 1 569 802          |
| Disponibilités                  | 12 938 603         | 15 344 909         |                                      |                    |                    |
| Mobilisation d'affacturage      | -38 674 724        | -42 038 063        |                                      |                    |                    |
| <b>Liquidités (V)</b>           | <b>-25 381 574</b> | <b>-26 490 195</b> | <b>Financements court terme (VI)</b> | <b>3 293 520</b>   | <b>1 569 802</b>   |
| <b>Trésorerie nette (V-VI)</b>  | <b>-28 675 094</b> | <b>-28 059 997</b> |                                      |                    |                    |
| <b>TOTAL BILAN ACTIF</b>        | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> | <b>TOTAL BILAN PASSIF</b>            | <b>219 269 468</b> | <b>209 685 178</b> |

## Tableau des flux de trésorerie consolidé

|  | 31/12/2018        | 31/12/2017         |
|--|-------------------|--------------------|
| <b>Résultat d'ensemble consolidé</b>   | <b>-9 863 050</b> | <b>-32 713 636</b> |
| <b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</b> |                   |                    |
| Amortissements des écarts d'acquisition  | -6 761            | -93 268            |
| Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé  | 6 290 417         | 8 625 758          |
| Provisions pour risques et charges   | -1 046 622        | 13 150 186         |
| Subventions virées en résultat   | -173 950          | -420 794           |
| Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt  | -1 077 141        | 6 054 375          |
| Variation des impôts différés  |                   | 6 471 656          |
| Résultat des activités non maintenues  |                   |                    |
| <b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>  | <b>-5 877 107</b> | <b>1 074 277</b>   |
| <b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :</b>                                |                   |                    |
| Stocks et en-cours   | 5 066 561         | -12 551 139        |
| Clients et rattachés   | 590 142           | -410 860           |
| Fournisseurs et rattachés  | 7 085 510         | 3 796 603          |
| Créances et dettes fiscales et sociales  | 563 001           | -1 950 354         |
| Autres créances et dettes  | -9 018 870        | 3 090 763          |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)</b>  | <b>-1 590 763</b> | <b>-6 950 710</b>  |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles   | -591 048          | -1 620 927         |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles   | -4 614 977        | -4 069 735         |
| Acquisitions d'immobilisations financières   | -113 356          | -64 653            |
| Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt   | 3 127 301         | 27 079             |
| Cessions/Réductions d'immobilisations financières  | 113 534           | 40 493             |
| Variation des créances et dettes sur immobilisations   | -1 061 794        | 226 444            |
| Incidence de la trésorerie d'ouverture des entreprises en cours de cessions (2)                        | 23 917            | 184 417            |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)</b>                                 | <b>-3 116 423</b> | <b>-5 276 882</b>  |
| Augmentations de capital en numéraire  |                   | 9 336 464          |
| Subventions d'investissement reçues  | 249 647           | 90 509             |
| Emissions d'emprunts   | 8 687 762         | 46 547 695         |
| Remboursements d'emprunts et assimilés   | -8 790 474        | -18 432 162        |
| Variation des intérêts courus  | 436 275           | 48 540             |
| Variation des emprunts et dettes financières divers  | 135 108           | -2 092 499         |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)</b>                                  | <b>718 318</b>    | <b>35 498 547</b>  |
| Incidence des variations de cours des devises (IV)   | 10 432            | -304 096           |
| <b>Variation de trésorerie (I à IV)</b>  | <b>-3 978 436</b> | <b>22 966 859</b>  |
| Trésorerie d'ouverture   | 13 978 066        | -8 988 793         |
| Trésorerie de clôture  | 9 999 630         | 13 978 066         |

(1) Variation nette de dépréciations.

(2) En 2018, cession de 4 % des titres IOT SUZHOU par EOLANE CHINA

En 2017, cession de la société EOLANE EPIERRE-MONTBONNOT, cession de la société SCI D'EPIERRE, et complément de prix de cession de la société NC2.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidé

| Nature   | Groupe             | Intérêts<br>minoritaires | TOTAL              |
|--|--------------------|--------------------------|--------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2016</b>   | <b>50 402 960</b>  | <b>776 721</b>           | <b>51 179 681</b>  |
| Variation de capital de l'entité consolidante      | 9 336 464          |                          | 9 336 464          |
| <b>Résultat 31/12/2017</b>                         | <b>-32 118 503</b> | <b>-595 133</b>          | <b>-32 713 636</b> |
| Distributions effectuées par l'entité consolidante |                    |                          |                    |
| Variation des écarts de conversion                 | -1 156 361         | -24 842                  | -1 181 203         |
| Changements de méthodes comptables                 | 102 734            |                          | 102 734            |
| Variation de pourcentages d'intérêts               | -12 340            | -102 735                 | -115 075           |
| Autres variations                                  | -3 973             | -3 718                   | -7 691             |
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2017</b>   | <b>26 550 980</b>  | <b>50 294</b>            | <b>26 601 274</b>  |
| Variation de capital de l'entité consolidante      |                    |                          |                    |
| <b>Résultat 31/12/2018</b>                         | <b>-9 539 457</b>  | <b>-323 593</b>          | <b>-9 863 050</b>  |
| Distributions effectuées par l'entité consolidante |                    |                          |                    |
| Variation des écarts de conversion                 | -85 114            | -2 020                   | -87 134            |
| Variation de pourcentages d'intérêts               |                    | 29 601                   | 29 601             |
| Autres variations                                  | 122                | -1                       | 121                |
| <b>CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/12/2018</b>   | <b>16 926 532</b>  | <b>-245 720</b>          | <b>16 680 812</b>  |

# ANNEXE

## Faits caractéristiques de l'exercice

### • Note sur la continuité d'exploitation

L'exercice 2018 s'est déroulé conformément au plan Cap 2020 établi par le Management lors de l'arrivée du nouvel investisseur en Juillet 2017 à savoir :

- les fermetures des sites de VAILHAUQUES et de RONCQ sont effectives depuis fin 2018 pour le premier et fin Mars 2019 pour le second.
- les transferts d'activités entre sites en vue de les spécialiser sont largement engagés et vont se poursuivre tout au long de l'exercice 2019.
- l'organisation par BUSINESS UNIT/marché est en place et une nouvelle stratégie commerciale est en cours de finalisation.
- la mutualisation et la rationalisation des organisations et fonctions supports France sont engagées et vont se poursuivre en 2019
- un développement de l'activité à l'international, autofinancée par les résultats de chaque filiale internationale est engagée.

Les différentes actions, lancées dans le cadre de Cap 2020, n'ont pas encore d'impact favorable sur les comptes 2018, mais commenceront à infléchir, de façon significative et positive, la performance du groupe à partir de 2019.

L'exercice 2018 a été impacté par un marché mondial des composants en crise, les capacités de production n'étant pas en mesure de répondre à la demande croissante de composants électroniques.

Il en résulte pour Eolane des décalages de production par manque de certains composants pour finaliser les productions, et en parallèle, une hausse des stocks de composants pour sécuriser les approvisionnements.

Pour faire face à la crise des composants et disposer de plus de souplesse en termes de trésorerie, le groupe est entré en discussion avec ses principaux clients, banquiers, l'Etat et ses actionnaires pour mettre en place un accord permettant :

- \* au groupe de faire face à ses besoins de trésorerie pour les 3 années à venir,
- \* d'absorber l'aggravation éventuelle de la crise des composants.

Ce protocole d'accord a fait l'objet d'une signature entre les parties concernées le 3 juin 2019.

Le Groupe dispose, aujourd'hui, des moyens financiers pour dérouler sa stratégie de restructuration dans le cadre des hypothèses de travail retenues pour le business plan de l'entreprise.

### • Ventes de composants

Le chiffre d'affaires lié aux ventes de composants qui s'élève sur l'exercice à 16 495 122 euros, apparaît en moins des achats de matières premières et autres approvisionnements afin de donner une vision plus économique, notamment sur le chiffre d'affaires et la marge brute globale du groupe.

### • Fermetures de sites

Compte-tenu de la fermeture du site de RONCQ annoncée en 2018, des transferts de production vers d'autres sites ont eu lieu, entraînant la vente d'une partie du stock de composants à d'autres entités du Groupe pour 4 millions d'Euros.

Le site de VAILHAUQUES a effectivement cessé son activité en date du 30 Novembre 2018. La société a rendu les bâtiments qu'elle louait le 31 Décembre 2018. A la clôture, les salariés sont toujours présents dans la structure.

La société NANOLANE a cessé son activité sur l'exercice 2018.

## • CITE DE L'OBJET CONNECTE

Le 11 décembre 2018, la Cité de l'Objet Connecté et WE Network ont annoncé leur intention de rapprocher leurs activités, marquant la première étape de structuration d'un Technocampus de l'Industrie Electronique du Futur en Pays de la Loire et plus précisément à Angers. Le lancement de ce dernier est prévu en 2019.

Il viendra compléter le réseau des Technocampus développé et porté par la Région des Pays de la Loire, pour renforcer la transformation digitale et la compétitivité des entreprises industrielles de la Région.

La cession du fonds de commerce de la Cité de l'Objet Connecté a été actée le 25 janvier 2019 au profit de WE Network avec effet rétroactif le 1er janvier 2019. Les parties ont convenu d'un prix de cession de 550 000 €.

Les conditions résolutoires indiquées dans l'acte de cession ont été levées

- La BPI a abandonné sa créance d'avance remboursable pour 350 000 € en novembre 2018.
- La région Pays de Loire a abandonné sa créance d'avance remboursable pour 750 000 € le 8 février 2019.

## • IOT SUZHOU

La société EOLANE CHINA a cédé 4 % de ses titres de la société IOT SUZHOU portant ainsi sa participation de 63.5% en 2017 à 59.5% en 2018.

Ce changement de pourcentage d'intérêts a généré un produit exceptionnel de 21 634 Euros en consolidation. La valeur nette comptable de ces titres est de 29 600 Euros, pour un prix de vente de 23 917 Euros soit une moins-value de cession de 5 683 Euros

## **I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation**

---

Les comptes consolidés de la société FINANCIERE DE L'OMBREE sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable modifié relatif aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

### **1- Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

### **2- Date de clôture**

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 décembre 2018, avec une durée d'exercice de 12 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession

### 3- Conversion des états financiers des sociétés tenues en monnaie étrangère

Les comptes des entités tenus en monnaie étrangère sont convertis en euros comme suit :

- Les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan résultant de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours, que sur le résultat provenant de la différence entre taux de change moyen et taux de change à la clôture, sont portés dans les capitaux propres consolidés en « Ecart de conversion » ;
- Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net d'une entreprise du groupe dans une entreprise étrangère consolidée, sont portées dans les capitaux propres consolidés en « Ecart de conversion ».

### 4- Opérations réciproques

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

L'élimination des transactions, ainsi que des actifs et passifs réciproques libellés en monnaies étrangères a été effectuée sur la base des montants convertis en euros.

### 5- Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le groupe dispose d'un délai courant jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition pour arrêter le montant définitif de l'écart d'acquisition

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecart d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres »

Les écarts d'acquisition positifs sont repris au résultat ou non selon leur durée d'utilisation :

- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée sont amortis sur cette durée, et en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué ;
- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est non limitée ne sont pas amortis, et font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice en contrepartie.

Les écarts d'acquisition négatifs sont repris au résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Lorsque la valeur actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive . elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies

## 1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont comptabilisés à l'actif. Un amortissement économique sur 5 ans est comptabilisé à compter de la date de mise en service ou au début de l'utilisation prévue.

La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée pour les ensembles immobiliers, notamment pour ceux pris en vertu d'un contrat de crédit-bail, ainsi que pour ceux ayant fait l'objet d'une réévaluation lors de leur entrée dans le groupe.

La ventilation retenue est la suivante :

|                                  |   |                    |
|----------------------------------|---|--------------------|
| Gros-œuvre pour 75%              | - | amorti sur 25 ans. |
| Façade pour 10%                  | - | amorti sur 20 ans. |
| Installations Générales pour 10% | - | amorti sur 15 ans. |
| Aménagements pour 5%             | - | amorti sur 10 ans. |

### • Amortissement

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

|   |            |
|---|------------|
| - Concessions, logiciels, brevets, licences | 3 à 5 ans  |
| - Matériels industriels et commerciaux      | 3 à 6 ans  |
| - Agencements et aménagements divers        | 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport                     | 4 à 6 ans  |
| - Matériel de bureau et informatique        | 3 à 5 ans  |
| - Mobilier                                  | 6 à 10 ans |

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

### • Dépréciation

Les actifs amortis et non amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur nette comptable est mise en doute.

Les groupes d'actifs auxquels ont été affectés des écarts d'acquisition et fonds commerciaux non amortis font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

La valeur nette comptable d'un actif ou groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspondant à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisés attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, aux écarts d'acquisition et fonds commerciaux puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Les dépréciations comptabilisées sur les écarts d'acquisition et fonds commerciaux ne sont jamais reprises.

## 2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 3- Stocks et en-cours

### • Matières premières

Les stocks de matières premières sont évalués au coût de revient d'achat moyen pondéré.

### • Marchandises

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

### • Produits finis et en-cours

#### ✓ Pour les sociétés EOLANE COMBREE :

Les produits et les études en-cours sont chiffrés au prix d'achat moyen pondéré pour les matières premières et au prix de vente minoré d'un coefficient de 0,35 pour obtenir un prix de revient pour la main d'œuvre.

A compter de l'exercice 2017, la méthode utilisée est celle de l'avancement.

#### ✓ Pour EOLANE CAEN :

Les produits en-cours sont valorisés au coût de production.

Auparavant, la société utilisait la méthode à l'achèvement pour l'évaluation des études en cours. A compter de l'exercice 2017, la méthode utilisée est celle de l'avancement.

#### ✓ Pour EOLANE ANGERS, EOLANE RONCQ :

Les produits et les études en cours sont chiffrés au prix d'achat moyen pondéré pour les matières premières et au prix de revient pour la main d'œuvre. Il est tenu compte ensuite du pourcentage d'avancement de chaque commande.

#### ✓ Pour EOLANE NEUILLY-EN-THELLE, EOLANE VAILHAUQUES :

Les produits et en-cours de production sont valorisés après prise en compte du coût des composants, de la main d'œuvre définie à partir des gammes établies pour chaque produit et éventuellement des achats de sous-traitance suivant les prix définis par la nomenclature. Un abattement est pratiqué produit par produit pour tenir compte du niveau d'avancement et pour éliminer la marge finale.

✓ Pour EOLANE MONTCEAU, EOLANE SAINT-AGREVE :

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au coût de production, comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

✓ Pour EOLANE LES ULIS :

Les produits sont valorisés au coût de production

✓ Pour EOLANE VALENCE :

Pour la valorisation des en-cours, il est tenu compte des prix d'achats moyens pondérés de matières premières et des heures réellement passées auxquelles sont appliquées les taux de main d'œuvre standards.

Les produits finis et semi-finis sont valorisés au coût calculé de revient qui est déterminé mensuellement. Ce coût correspond au coût des matières premières valorisé en fonction de la nomenclature du produit multiplié par le prix moyen d'achat pondéré auquel s'ajoute le coût de la main d'œuvre déterminée selon le temps gammé valorisé à un coût horaire standard.

✓ Pour NANOLANE :

Les stocks de produits finis sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

• **Dépréciation de stocks et en-cours**

Une dépréciation est effectuée sur les produits et les matières premières dont le prix de revient calculé est supérieur au cours du jour et ou à la valeur probable de réalisation.

Une provision est déterminée de manière statistique sur les surstocks (stocks disponibles supérieurs aux besoins connus à la date d'inventaire) et les stocks morts (stocks sans mouvement utile depuis plus de 12 mois).

Les taux de provision sont fondés sur la connaissance des taux de consommations internes passés.

Les provisions ainsi déterminées sont ensuite ajustées sur la base de données économiques non intégrées dans le calcul statistique : engagements contractuels clients de reprise des surstocks, démarrage d'activité, prévisions de commande, etc.

#### **4- Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **5- Provisions pour risques et charges**

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite, ainsi qu'aux écarts d'acquisition négatifs.

#### **6- Résultat courant et résultat exceptionnel**

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

## **7- Modalités de détermination du résultat par action**

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

### **1- Frais accessoires des immobilisations**

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

### **2- Subventions d'investissement**

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

### **3- Provisions réglementées**

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

### **4- Imposition différée**

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 28%.

## **5- Elimination des résultats internes au groupe**

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances, et provisions internes pour risques ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

## **6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement**

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

## **7- Coûts de développement**

La méthode préférentielle concernant les coûts de développement a été appliquée.

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif immobilisé du bilan consolidé.

## **8- Contrats de location-financement**

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement a été appliquée.

Un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les biens pris en location-financement sont considérés comme ayant été achetés à crédit.

Ces biens sont inscrits dans l'actif immobilisé pour la valeur figurant au contrat, à l'exception de ceux dont la valeur n'est pas significative. Ils sont amortis sur leur durée de vie économique.

Au passif du bilan consolidé est inscrite une dette correspondant aux montants des engagements financiers restant dus sur les contrats. Les loyers sont ventilés entre remboursement de la dette et charges financières. Le plan de remboursement de la dette est déterminé en tenant compte de la dégressivité des intérêts.

## **9- Contrats à long terme**

La méthode préférentielle concernant les contrats à long terme a été appliquée.

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice, prestations de services ou fournitures de biens, sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement, qui consiste à prendre en compte le chiffre d'affaires et le résultat en fonction du degré d'avancement atteint et à provisionner la totalité des pertes à terme en cas de contrat déficitaire, indépendamment du degré d'avancement atteint.

## **10- Engagements en matière de retraite**

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

## **11- Ecart de conversion**

La méthode préférentielle concernant les écarts de conversion a été appliquée.

Les écarts de conversion sur actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères, figurant dans les comptes individuels, sont inscrits en résultat financier.

## **12- Frais de personnel**

La participation des salariés et les frais de personnel intérimaire ont été reclassés en charges de personnel

## II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 27 entités, comme la clôture de l'exercice précédent. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale (IG).

| Entités                       | Siège social  | Numéro SIREN | Méthode |      | % de contrôle       |         | % d'intérêt |         |
|-------------------------------|---|--------------|---------|------|---------------------|---------|-------------|---------|
|                               |   |              | 2018    | 2017 | 2018                | 2017    | 2018        | 2017    |
| SAS FINANCIERE DE L'OMBREE    | 8 bd Charles Detriche<br>49000 ANGERS                 | 413 101 957  |         |      | Entité consolidante |         | 100,00%     | 100,00% |
| EURL DIRLANE                  | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE               | 498 844 349  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| FIDUCIE FDO                   | 75008 PARIS   |              | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ANGERS            | 8 bd Charles Detriche<br>49000 ANGERS                 | 950 020 941  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ARGENTEUIL        | PA des Monts d'Or<br>69890 LA-TOUR-DE-SALVAGNY        | 431 896 992  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE CAEN              | 2 rue Jean Perrin<br>14460 COLOMBELLES                | 443 643 549  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE COMBREE           | Bd Jean-Baptiste Colbert<br>49420 OMBREE D'ANJOU      | 334 300 225  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE DOUARNENEZ        | 40 route de Lannugat<br>29100 DOUARNENEZ              | 751 222 100  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE ENGINEERING       | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE               | 444 971 576  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE MONTCEAU          | Z I. Sainte Elisabeth<br>71300 MONTCEAU-LES-MINES     | 440 308 708  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE NEUILLY-EN-THELLE | 3 avenue de L'Europe<br>60530 NEUILLY-EN-THELLE       | 401 910 617  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE RONCQ             | Allée des 3 Lions<br>59223 RONCQ                      | 442 514 857  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE SAINT-AGREVE      | ZA de Rascles<br>07320 SAINT-AGREVE                   | 384 979 555  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE LES ULIS          | 29 avenue de la Baltique<br>91140 VILLEBON-SUR-YVETTE | 309 801 140  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE VAILHAUQUES       | Route de Bel Air<br>34570 VAILHAUQUES                 | 453 457 491  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SASU EOLANE VALENCE           | 1 rue Gilles de Roberval<br>26000 VALENCE             | 444 617 054  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| SAS CITE DE L'OBJET CONNECTE  | 7 rue du Bon Puits<br>49480 SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU     | 809 285 984  | IG      | IG   | 51,63%              | 51,63%  | 51,63%      | 51,63%  |
| SASU NANOLANE                 | 57 rue Demorieux<br>72000 LE MANS                     | 799 386 131  | IG      | IG   | 100,00%             | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |

| Entités                        | Siège social   | Numéro SIREN | Méthode |      | % de contrôle |         | % d'intérêt |         |
|--------------------------------|--|--------------|---------|------|---------------|---------|-------------|---------|
|                                |  |              | 2018    | 2017 | 2018          | 2017    | 2018        | 2017    |
| SCI LES JUSTICES               | La Fresnay<br>49123 LE-FRESNE-SUR-LOIRE                | 509 361 812  | IG      | IG   | 99,98%        | 99,98%  | 99,98%      | 99,98%  |
| EOLANE MAROC                   | ZI Lot 11 route de Marrakech<br>26100 Berrechid, Maroc | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE SOURCING                | Hollywood Plaza<br>610 Nathan Road, Hong-Kong          | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT | #9 Dongfu Road, Suzhou I.P., Suzhou, Chine (215123)    | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE TALLINN                 | Peterburi tee 66 EE<br>11415 Tallinn, Estonie          | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE CHINA                   | #9 Dongfu Road, Suzhou I.P., Suzhou, Chine (215123)    | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |
| EOLANE TEMARA                  | 43 ZI Massira 1,<br>12020 Temara, Maroc                | -            | IG      | IG   | 84,99%        | 84,99%  | 84,99%      | 84,99%  |
| IOT SUZHOU                     | 18 jinfang road<br>215123 JIANGSU                      | -            | IG      | IG   | 59,50%        | 63,50%  | 59,50%      | 63,50%  |
| SYSCOM ELECTRONIC              | Watstrasse 11-13,<br>13355 Berlin, Allemagne           | -            | IG      | IG   | 100,00%       | 100,00% | 100,00%     | 100,00% |

Les titres de participation détenus dans la société EOLANE BANGALORE ont été maintenus à l'actif au vu des restrictions sévères et durables remettant en cause le contrôle et l'influence exercés sur la société et les possibilités de transferts de trésorerie entre la société et le groupe.

Les sociétés consolidées sont détenues directement par FINANCIERE DE L'OMBREE, à l'exception :

- de la société EOLANE TEMARA, détenue par la société EOLANE VAILHAUQUES ;
- des sociétés EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT et IOT SUZHOU, détenues par la société EOLANE CHINA.

Une convention de fiducie sûreté-gestion a été conclue le 28 Juillet 2017 entre, notamment, FINANCIERE DE L'OMBREE en qualité de constituant et SOLUTIONS FIDUCIE en qualité de Fiduciaire.

### 1- Objet

La Fiducie constituée aux termes de la Convention de Fiducie a pour objet :

- la garantie et sûreté du remboursement des créances garanties, conformément aux dispositions des articles 2011 à 2030 et 2372-1 à 2372-5 du Code Civil ,
- la gestion des actifs fiduciaires, en ce inclus notamment la gestion des fruits et produits générés par les titres transférés dans le patrimoine fiduciaire, le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd, et le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre des créances de comptes-courants ;
- le recouvrement et la gestion des sommes dues au titre de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd à travers l'exercice de l'option d'achat portant sur lesdits titres et la mise en œuvre dans l'intérêt commun du constituant et des bénéficiaires du processus de cession desdits titres ;
- la mise en œuvre dans l'intérêt commun du constituant et des bénéficiaires du processus de cession des titres et des créances de comptes-courants dans l'hypothèse de la survenance d'un cas de dénouement ;
- l'affectation du produit net de réalisation de la Fiducie aux fins d'apurement des créances garanties.

La Fiducie créée au titre de la présente Convention de Fiducie est constituée par le transfert en pleine propriété des titres, des créances de comptes-courants, de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd, de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd, par le constituant au Fiduciaire, qui les détiendra, dans le patrimoine Fiduciaire, au profit des bénéficiaires qui l'acceptent, étant précisé que la promesse de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd, sur laquelle la créance de prix de vente desdits titres est fondée, fera partie intégrante de la Convention de Fiducie.

### 2- Durée

La Convention de Fiducie demeurera en vigueur en toutes ses stipulations jusqu'à la survenance du premier de l'un des événements indiqués ci-après :

- le remboursement complet et définitif des créances garanties, attesté par les bénéficiaires ,
- la réalisation de la Fiducie et la fin des opérations de répartition du produit du net de réalisation de la Fiducie ;
- la renonciation de l'ensemble des bénéficiaires à la Fiducie par écrit ;
- au plus tard 99 ans après la date de signature de la Convention de Fiducie.

Lorsque les créances garanties auront été entièrement et définitivement remboursées, ce que les bénéficiaires devront avoir notifié au Fiduciaire dans un délai de cinq jours à compter dudit remboursement définitif, et sous réserve du paiement préalable des sommes dues au Fiduciaire, le Fiduciaire restituera sans stipulation de prix la propriété des titres, des créances de comptes-courants, de la créance de prix de vente des titres d'EOLANE CHINA Ltd et de la créance de dividendes EOLANE CHINA Ltd au constituant, et procédera à toutes formalités qui seraient nécessaires à cet effet, à l'identique de celles réalisées lors de la constitution de la Fiducie.

### 3- Contrôle

S'agissant d'un contrat de fiducie-sûreté selon lequel FINANCIERE DE L'OMBREE (constituant) donne des actifs en garantie de dettes financières en vue de les récupérer en fin de contrat en l'absence de défaillance, FINANCIERE DE L'OMBREE est réputée conserver le contrôle de la Fiducie. Dès lors, la Fiducie est incluse dans le périmètre de consolidation, consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

### **III) Informations permettant la comparabilité des comptes**

---

Se reporter aux Faits caractéristiques en page 12.

#### **• Ventes de composants**

Le chiffre d'affaires lié aux ventes de composants qui s'élève sur l'exercice à 16 495 122 Euros, apparaît en moins des achats de matières premières et autres approvisionnements afin de donner une vision plus économique.

## IV) Explications des postes du bilan consolidé

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part de l'entité acquéreuse dans l'évaluation en juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

### 1- Détail du poste Ecart d'acquisition

| Entité           | Date d'acquis. | Écarts d'acquisition |           |                   | Amortissements écarts d'acq. |           |                  | Net à la clôture |
|------------------|----------------|----------------------|-----------|-------------------|------------------------------|-----------|------------------|------------------|
|                  |                | Début                | Variation | Fin               | Début                        | Variation | Fin              |                  |
| EOLANE COMBREE   | 17/07/1997     | 163 324              |           | 163 324           | 163 324                      |           | 163 324          |                  |
| EOLANE ANGERS    | 01/10/1998     | 289 551              |           | 289 551           | 289 551                      |           | 289 551          |                  |
| EOLANE ANGERS    | 30/06/1999     | 850 773              |           | 850 773           | 850 773                      |           | 850 773          |                  |
| EOLANE MONTCEAU  | 01/01/2002     | 737 371              |           | 737 371           | 737 371                      |           | 737 371          |                  |
| EOLANE CAEN      | 31/07/2006     | 240 980              |           | 240 980           | 240 980                      |           | 240 980          |                  |
| NETWORK CON.FIN  | 31/07/2010     | 6 994 662            |           | 6 994 662         | 6 994 662                    |           | 6 994 662        |                  |
| EOLANE VAILHAUQ. | 31/07/2010     | 238 261              |           | 238 261           | 238 261                      |           | 238 261          |                  |
| EOLANE TEMARA    | 31/07/2010     | 30 456               |           | 30 456            | 30 456                       |           | 30 456           |                  |
| EOLANE DOUARN.   | 01/05/2012     | 22 217               |           | 22 217            | 22 217                       |           | 22 217           |                  |
| EOLANE BERLIN    | 01/07/2012     | 92 986               |           | 92 986            | 65 090                       |           | 65 090           | 27 896           |
| SYSCOM ELECTRON  | 18/07/2014     | 1 207 036            |           | 1 207 036         | 352 052                      |           | 352 052          | 854 984          |
| <b>TOTAL</b>     |                | <b>10 867 617</b>    |           | <b>10 867 617</b> | <b>9 984 737</b>             |           | <b>9 984 737</b> | <b>882 880</b>   |

### 2- Tests de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés à des groupes d'actifs déterminés en fonction du mode de gestion interne et du mode de suivi des activités. Ils sont affectés aux groupes d'actifs correspondant aux entités juridiques.

Les tests de dépréciation effectués à la clôture de l'exercice concluent qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.

### 3- Détail du poste Provisions pour acquisitions de titres

| Entité            | Date d'acquis. | Provisions pour acq. de titres |           |                   | Reprises provisions |              |                   | Net à la clôture |
|-------------------|----------------|--------------------------------|-----------|-------------------|---------------------|--------------|-------------------|------------------|
|                   |                | Début                          | Variation | Fin               | Début               | Variation    | Fin               |                  |
| EOLANE LES ULIS   | 15/07/2009     | 741 812                        |           | 741 812           | 741 812             |              | 741 812           |                  |
| EOLANE SERV ULIS  | 15/07/2009     | 1 016 995                      |           | 1 016 995         | 1 016 995           |              | 1 016 995         |                  |
| ATELEC TECHNO     | 31/07/2010     | 611 793                        |           | 611 793           | 611 793             |              | 611 793           |                  |
| EOLANE ARGENT     | 31/07/2010     | 2 445 454                      |           | 2 445 454         | 2 445 454           |              | 2 445 454         |                  |
| EOLANE NEUILLY    | 31/07/2010     | 1 784 581                      |           | 1 784 581         | 1 784 581           |              | 1 784 581         |                  |
| EOLANE St. AGREVE | 31/07/2010     | 2 301 147                      |           | 2 301 147         | 2 301 147           |              | 2 301 147         |                  |
| EOLANE VALENCE    | 31/07/2010     | 6 451 639                      |           | 6 451 639         | 6 451 639           |              | 6 451 639         |                  |
| EOLANE TALLINN    | 31/05/2012     | 1 038 098                      |           | 1 038 098         | 1 038 098           |              | 1 038 098         |                  |
| EOLANE ENGINEER.  | 16/07/2014     | 33 803                         |           | 33 803            | 23 382              | 6 761        | 30 143            | 3 660            |
| <b>TOTAL</b>      |                | <b>16 425 322</b>              |           | <b>16 425 322</b> | <b>16 414 901</b>   | <b>6 761</b> | <b>16 421 662</b> | <b>3 660</b>     |

| Nature                                    | Ouverture          | Variation<br>change | Entrées          | Sorties          | Autres        | Clôture            |
|---|--------------------|---------------------|------------------|------------------|---------------|--------------------|
| Frais de recherche et de développement    | 4 385 969          |                     | 3 685            | 1 383 861        |               | 3 005 793          |
| Concessions, brevets, droits similaires   | 8 559 625          | 593                 | 587 363          | 258 502          | 3 036         | 8 892 115          |
| Fonds commercial                          | 2 170 593          |                     |                  |                  |               | 2 170 593          |
| Immobilisations en cours                  | 193 060            |                     |                  | 193 060          |               |                    |
| Avances et acomptes                       | 980                |                     |                  |                  | -980          |                    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>      | <b>15 310 227</b>  | <b>593</b>          | <b>591 048</b>   | <b>1 835 423</b> | <b>2 056</b>  | <b>14 068 501</b>  |
| Terrains                                  | 2 938 748          | 2 640               |                  |                  |               | 2 941 388          |
| Constructions                             | 23 558 259         | 9 552               | 1 064 716        | 47 377           | 189 636       | 24 774 786         |
| Installations techn., matériel, outillage | 51 704 794         | 27 225              | 2 381 707        | 1 781 192        | 411 776       | 52 744 310         |
| Autres immobilisations corporelles        | 15 905 497         | 13 174              | 869 981          | 495 385          | -306 890      | 15 986 377         |
| Immobilisations en cours                  | 1 384 031          | 53                  | 160 425          | 805 229          | -96 919       | 642 361            |
| Avances et acomptes                       | 464 095            | -1                  | 138 149          | 1                | -199 659      | 402 583            |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>95 955 424</b>  | <b>52 643</b>       | <b>4 614 978</b> | <b>3 129 184</b> | <b>-2 056</b> | <b>97 491 805</b>  |
| Titres de participation                   | 3 615 027          |                     | 1                |                  |               | 3 615 028          |
| Créances rattachées à des participations  | 185 003            | -1 327              |                  | 110 949          |               | 72 727             |
| Autres titres immobilisés                 | 36 737             |                     | 13 000           | 2 987            |               | 46 750             |
| Prêts                                     | 310 448            | 373                 | 21 433           | 1 157            |               | 331 087            |
| Autres immobilisations financières        | 718 149            | 1 889               | 78 922           | 1 478            | 897           | 798 379            |
| <b>Immobilisations financières</b>        | <b>4 865 364</b>   | <b>935</b>          | <b>113 356</b>   | <b>116 571</b>   | <b>897</b>    | <b>4 863 981</b>   |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>116 131 015</b> | <b>54 171</b>       | <b>5 319 382</b> | <b>5 081 178</b> | <b>897</b>    | <b>116 424 287</b> |

Les variations de change concernent les entités en monnaie étrangères.

Les autres mouvements concernent des reclassements de poste à poste.

La valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à l'exception de celui d'EOLANE DOUARNENEZ. Le test de dépréciation effectué à la clôture de l'exercice conclue qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.

| Nature                                    | Ouverture         | Variation<br>change | Dotations        | Sorties          | Autres   | Clôture           |
|---|-------------------|---------------------|------------------|------------------|----------|-------------------|
| Frais de recherche et de développement    | 2 535 492         |                     | 708 357          | 1 079 435        |          | 2 164 414         |
| Concessions, brevets, droits similaires   | 6 951 293         | 201                 | 721 211          | 242 575          |          | 7 430 130         |
| Fonds commercial                          | 1 812 477         |                     |                  |                  |          | 1 812 477         |
| <b>immobilisations incorporelles</b>      | <b>11 299 262</b> | <b>201</b>          | <b>1 429 568</b> | <b>1 322 010</b> |          | <b>11 407 021</b> |
| Terrains                                  | 267 486           |                     | 12 589           |                  |          | 280 075           |
| Constructions                             | 10 760 742        | 5 700               | 1 166 693        | 35 543           |          | 11 897 592        |
| Installations techn., matériel, outillage | 39 489 225        | 21 447              | 3 924 506        | 1 427 360        | 458 765  | 42 466 583        |
| Autres immobilisations corporelles        | 13 140 964        | 11 596              | 1 227 913        | 558 584          | -458 765 | 13 363 124        |
| Immobilisations en cours                  | 880 833           |                     |                  | 825 229          |          | 55 604            |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>64 539 250</b> | <b>38 743</b>       | <b>6 331 701</b> | <b>2 846 716</b> |          | <b>68 062 978</b> |
| Titres de participation                   | 3 615 027         |                     | 1                |                  |          | 3 615 028         |
| Autres titres immobilisés                 | 5 749             |                     |                  |                  |          | 5 749             |
| Prêts                                     | 256 772           |                     |                  | 256 772          |          |                   |
| Autres immobilisations financières        | 13 556            |                     | 31 477           |                  |          | 45 033            |
| <b>Immobilisations financières</b>        | <b>3 891 104</b>  |                     | <b>31 478</b>    | <b>256 772</b>   |          | <b>3 665 810</b>  |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>79 729 616</b> | <b>38 944</b>       | <b>7 792 747</b> | <b>4 425 498</b> |          | <b>83 135 809</b> |

Les biens mobiliers et immobiliers pris en location-financement ont été inscrits à l'actif du bilan consolidé. Ces biens sont inclus dans les tableaux précédents aux B) et C).

| Entités                | Logiciels      | Terrains         | Constructions    | I.T.M.O.I.       | Autres imm.<br>corporelles |
|------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------------------|
| FINANCIERE DE L'OMBREE | 272 026        |                  |                  |                  |                            |
| EOLANE ANGERS          |                |                  |                  | 267 742          |                            |
| EOLANE COMBREE         |                |                  |                  | 501 911          | 58 662                     |
| EOLANE RONCQ           |                |                  |                  | 713 318          | 11 336                     |
| EOLANE VALENCE         |                |                  |                  |                  | 18 717                     |
| EOLANE SAINT-AGREVE    |                | 12 085           | 934 755          |                  |                            |
| EOLANE DOUARNENEZ      |                | 185 000          | 2 490 597        |                  |                            |
| EOLANE MONTCEAU        |                | 678 000          | 1 920 687        |                  |                            |
| SCI LES JUSTICES       |                | 600 000          | 3 664 695        |                  |                            |
| <b>TOTAL</b>           | <b>272 026</b> | <b>1 475 085</b> | <b>9 010 734</b> | <b>1 482 971</b> | <b>88 715</b>              |

Les dettes financières correspondant aux montants des engagements restant dus sur les contrats sont inscrites au passif du bilan consolidé pour 870 573 euros.

Le retraitement des contrats de location-financement a eu une influence négative sur le résultat d'ensemble consolidé de 201197 euros.

Tableau des immobilisations financées par des contrats de location-financement :

| <b>Immob. incorporelles</b>            | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
|--|------------------|----------------------------|----------------------------|----------------|------------------|
| Valeur brute                           | 272 026          |                            |                            |                | 272 026          |
| Amortissements                         | 100 980          |                            | 54 405                     |                | 155 385          |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>171 046</b>   |                            | <b>-</b>                   |                | <b>116 641</b>   |
| <b>Terrains</b>                        | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 1 475 085        |                            |                            |                | 1 475 085        |
| Amortissements                         |                  |                            |                            |                |                  |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>1 475 085</b> |                            | <b>-</b>                   |                | <b>1 475 085</b> |
| <b>Constructions</b>                   | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 9 010 734        |                            |                            |                | 9 010 734        |
| Amortissements                         | 3 457 661        |                            | 410 897                    |                | 3 868 558        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>5 553 073</b> |                            | <b>-</b>                   |                | <b>5 142 176</b> |
| <b>Install. techn., matériel, out.</b> | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 1 519 664        |                            |                            | 36 693         | 1 482 971        |
| Amortissements                         | 1 519 664        |                            |                            | 36 693         | 1 482 971        |
| <b>TOTAL</b>                           |                  |                            | <b>-</b>                   |                |                  |
| <b>Autres immob. corporelles</b>       | <b>Ouverture</b> | <b>Variation périmètre</b> | <b>Entrées / Dotations</b> | <b>Sorties</b> | <b>Clôture</b>   |
| Valeur brute                           | 88 715           |                            |                            |                | 88 715           |
| Amortissements                         | 87 113           |                            | 1 602                      |                | 88 715           |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>1 602</b>     |                            | <b>-</b>                   |                |                  |

### 1- Titres de participation non consolidés

Il s'agit uniquement des titres détenus dans EOLANE BANGALORE (100%)

### 2- Autres titres

Le poste « Créances rattachées à participations » concerne la créance sur la société SGR, associée de l'entité consolidante.

Le poste « Autres titres immobilisés » est constitué de souscriptions diverses jugées non significatives.

Le poste « Autres immobilisations financières » est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements.

| Nature                        | Valeur brute      | Échéances         |                  |            | Dépréciation     | Valeur nette      |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------|------------------|-------------------|
|                               |                   | 1 an              | 1 à 5 ans        | + de 5 ans |                  |                   |
| Avances et acomptes versés    | 3 064 886         | 3 064 886         |                  |            |                  | 3 064 886         |
| Créances clients et rattachés | 49 680 198        | 49 680 198        |                  |            | 327 430          | 49 352 768        |
| Clients douteux               | 2 203 153         |                   | 2 203 153        |            | 2 203 153        |                   |
| Créances sociales             | 158 032           | 158 032           |                  |            |                  | 158 032           |
| Créances fiscales             | 18 418 026        | 18 418 026        |                  |            |                  | 18 418 026        |
| Comptes courants              | 2                 |                   |                  |            |                  | 2                 |
| Autres débiteurs              | 20 747 431        | 20 747 431        |                  |            |                  | 20 747 431        |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>94 271 728</b> | <b>92 068 573</b> | <b>2 203 153</b> |            | <b>2 530 583</b> | <b>91 741 145</b> |

Les « Autres débiteurs » contient notamment les créances liées aux opérations d'affacturage pour 17 145 k€, contre 8 506 k€ au titre de l'exercice précédent.

| Nature                                | Ouverture        | Variation change | Dotations        | Reprises         | Clôture           |
|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Stocks et en-cours                    | 7 484 626        | 284              | 8 007 112        | 7 027 532        | 8 464 490         |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 871 580        | -3 365           | 832 024          | 169 656          | 2 530 583         |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>9 356 206</b> | <b>-3 081</b>    | <b>8 839 136</b> | <b>7 197 188</b> | <b>10 995 073</b> |

La trésorerie nette présentée dans le tableau des flux de trésorerie a été déterminée ainsi :

| Nature                          | 31/12/2018       | 31/12/2017        |
|---------------------------------|------------------|-------------------|
| Valeurs mobilières de placement | 354 547          | 202 959           |
| + Disponibilités                | 12 938 603       | 15 344 909        |
| - Concours bancaires courants   | 3 293 520        | 1 569 802         |
| <b>TRESORERIE NETTE</b>         | <b>9 999 630</b> | <b>13 978 066</b> |

Les montants inscrits en charges constatées d'avance ne concernent que des opérations à caractère habituel.

Le capital social de l'entité consolidante s'élève à 11 336 k€, divisé en 708 569 titres de 16 euros.

Le capital est entièrement libéré.

Les cours de change retenus sont les suivants, pour 1 euro :

| Entité - Pays                             | Devise | Cours clôture<br>31/12/2017 | Cours clôture<br>31/12/2018 | Cours moyen<br>de l'exercice |
|---|--------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| EOLANE CHINA - Chine                      | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |
| EOLANE MAROC - Maroc                      | MAD    | 11,22180                    | 10,95790                    | 11,07426                     |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAGEMENT -<br>Chine | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |
| EOLANE TEMARA - Maroc                     | MAD    | 11,22180                    | 10,95790                    | 11,07426                     |
| IOT SUZHOU - Chine                        | CNY    | 7,80730                     | 7,83980                     | 7,80731                      |

Un écart de conversion issu de la différence entre les cours historiques et le cours de clôture a été constaté dans les capitaux propres :

| Entité - Pays                         | 31/12/2018     |                | 31/12/2017     |                |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                       | Groupe         | Minoritaires   | Groupe         | Minoritaires   |
| EOLANE CHINA - Chine                  | 230 843        |                | 287 128        |                |
| EOLANE MAROC - Maroc                  | -23 659        |                | -6 004         |                |
| EOLANE SUPPLY CHAIN MANAG. -<br>Chine | -63 970        |                | -56 845        |                |
| EOLANE TEMARA - Maroc                 | -735           | -129           | 4 987          | 880            |
| IOT SUZHOU - Chine                    | 12 768         | -23 012        | 11 840         | -19 828        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>155 247</b> | <b>-23 141</b> | <b>241 106</b> | <b>-18 948</b> |

| Échéances                            | Montant   | Abandon | A moins<br>d'un an | De 1 à 5 ans | A plus<br>de 5 ans |
|--------------------------------------|-----------|---------|--------------------|--------------|--------------------|
| Avances conditionnées                | 1 398 901 | 914 048 | 197 366            | 287 487      |                    |
| Intérêts courus av.<br>conditionnées | 20 829    |         |                    | 20 829       |                    |

LA CITE DE L'OBJET CONNECTE a perçu deux avances remboursables au cours des exercices antérieurs :

- 750 000 € de la part de la Région Pays de la Loire avec un différé de remboursement de capital de 5 ans et taux d'intérêt de 2.6 %. Cette avance remboursable est abandonnée en 2019.

- 450 000 € de la part de la BPI avec un différé de remboursement de capital de 6 ans et taux d'intérêt de 1.6%. Cette avance remboursable est abandonnée en 2018 pour 350 000 €.

De plus, une partie de la subvention d'exploitation de la région Pays de la Loire pour 164 048.48 € a été reclassée en avance remboursable du fait de la non réalisation des investissements prévus. Cette avance est également abandonnée en 2019.

| Mouvements                        | Ouverture        | Augmentat.    | Diminution     | Autres         | Clôture          |
|-----------------------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|------------------|
| Avances conditionnées             | 1 761 562        | 19 500        | 362 288        | -19 873        | 1 398 901        |
| Intérêts courus av. conditionnées | 20 860           |               | 31             |                | 20 829           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>1 782 422</b> | <b>19 500</b> | <b>362 319</b> | <b>-19 873</b> | <b>1 419 730</b> |

Les autres variations concernent un reclassement à l'ouverture issu du poste « Autres dettes ».

| Nature                                  | Ouverture         | VI             | Variation change | Dotations        | Reprises         | Clôture           |
|---|-------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Litiges                                 | 3 433 632         |                | 3 914            | 2 326 707        | 2 116 774        | 3 647 479         |
| Garanties données aux clients           | 246 588           |                |                  | 164 000          | 184 260          | 226 328           |
| Pertes sur marchés à terme              | 488 423           |                |                  | 399 019          | 28 598           | 858 844           |
| Amendes et pénalités                    |                   |                |                  |                  |                  |                   |
| Autres provisions pour risques          | 12 817 285        | 41 539         | 4 170            | 1 457 226        | 2 791 262        | 11 528 958        |
| <b>Provisions pour risques</b>          | <b>16 985 928</b> | <b>41 539</b>  | <b>8 084</b>     | <b>4 346 952</b> | <b>5 120 894</b> | <b>16 261 609</b> |
| Engagements de retraite et assimilés    | 7 725 779         |                |                  | 603 907          | 304 224          | 8 025 462         |
| Médailles du travail                    | 254 126           |                |                  | 4 021            | 76 409           | 181 738           |
| Autres provisions pour charges          | 640 259           | -41 539        | 2 376            | 87               | 500 064          | 101 119           |
| <b>Provisions pour charges</b>          | <b>8 620 164</b>  | <b>-41 539</b> | <b>2 376</b>     | <b>608 015</b>   | <b>880 697</b>   | <b>8 308 319</b>  |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>25 606 092</b> |                | <b>10 460</b>    | <b>4 954 967</b> | <b>6 001 591</b> | <b>24 569 928</b> |
| Répartition des dotations et reprises : |                   |                |                  |                  |                  |                   |
| Résultat d'exploitation                 | -                 | -              | -                | 2 820 109        | 2 057 694        | -                 |
| Résultat financier                      | -                 | -              | -                | -                | 89 397           | -                 |
| Résultat exceptionnel                   | -                 | -              | -                | 2 134 860        | 3 854 500        | -                 |

#### • Autres provisions pour risques

Elles comprennent notamment 9 273 k€ au titre des plans de sauvegarde pour l'emploi liés à la fermeture prévue des sites de RONCQ et de VAILHAUQUES contre 11 073k€ sur l'exercice précédent.

#### • Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux d'évolution des salaires : 1.5 %
- Taux d'actualisation : 1.54 % par an
- Espérance de vie : Table de génération INSEE 2015
- Taux de rotation individualisé selon l'âge évoluant de 8,93 à 16 ans à 0,1 à 64 ans

L'âge réel de départ en retraite constaté est situé dans une tranche de 65 à 67 ans au regard des conditions économiques actuelles. Afin d'exposer une sensibilité des hypothèses actuarielles retenues, une simulation complémentaire a été réalisée et donne les montants d'engagements suivants :

**Sensibilisation au taux d'actualisation**

Toutes autres hypothèses égales par ailleurs, en modifiant le taux d'actualisation afin de retenir le taux IBOXX au 31 Décembre 2018 de 1.57 %, le montant des engagements de retraite s'élèverait à 8 169 074 euros.

Compte tenu de la limitation des créances d'impôts différés au niveau des passifs d'impôts différés, et donc de l'absence d'impôts différés constatés au bilan consolidé depuis 2017, la preuve d'impôt et le détail des actifs et passifs d'impôt différé ne présente pas d'intérêt et ne sont pas présentés.

L'ensemble des entités françaises, à l'exception des sociétés CITE DE L'OBJET CONNECTE et SCI LES JUSTICES, est membre du groupe intégré fiscalement dont la société tête de groupe est FINANCIERE DE L'OMBREE

| <b>Échéances des dettes</b>                     | <b>Montant</b>     | <b>A moins d'un an</b> | <b>De 1 à 5 ans</b> | <b>A plus de 5 ans</b> |
|---|--------------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles              | 21 829 172         |                        |                     | 21 829 172             |
| Intérêts courus sur emprunts obligataires       | 774 507            |                        |                     | 774 507                |
| Emprunts bancaires périmètre France             | 24 501 235         | 514 890                | 21 258 878          | 2 727 467              |
| Emprunts bancaires périmètre International      | 6 595 978          | 5 196 728              | 1 399 250           |                        |
| Emprunt crédit-vendeur                          | 1 971 000          |                        | 1 971 000           |                        |
| Emprunts auprès de la région Pays de Loire      | 2 000 000          | 400 000                | 1 600 000           |                        |
| Emprunts RCF                                    | 1 335 537          |                        | 1 335 537           |                        |
| Intérêts courus sur emprunts                    | 116 792            | 116 792                |                     |                        |
| Concours bancaires courants périmètre France    | 33 008             | 33 008                 |                     |                        |
| Concours bancaires courants périmètre Interna   | 3 260 512          | 3 260 512              |                     |                        |
| Emprunts en crédit-bail immobilier              | 870 574            | 229 559                | 641 015             |                        |
| Emprunts et dettes financières divers           | 1 916 697          | 1 407 840              | 508 590             | 267                    |
| Avances et acomptes reçus sur commandes         | 11 073 688         | 11 073 688             |                     |                        |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés        | 65 378 613         | 65 378 613             |                     |                        |
| Dettes fiscales et sociales                     | 29 901 782         | 29 901 782             |                     |                        |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 26 178             | 26 178                 |                     |                        |
| Autres dettes                                   | 2 431 043          | 2 431 043              |                     |                        |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>174 016 316</b> | <b>119 970 633</b>     | <b>28 714 270</b>   | <b>25 331 413</b>      |

Le poste « Emprunts et dettes financières divers » contient notamment des dettes de participation des salariés à hauteur de 529 k€ (916 k€ en 2017), le préfinancement du CIR 2015-2016 pour 658 151 euros et une dette envers l'associé Electro Holding pour 729 k€.

Le poste « Autres dettes » contient notamment des dettes auprès des clients et des dettes liées aux opérations d'affacturage.

Le montant des emprunts et dettes auprès des étab. de crédit du périmètre France au 31/12/2018 s'élève à 24 501 235 euros dont 514 890 euros à moins d'un an, 21 258 878 euros à échéance entre 1 et 5 ans et 2 727 467 euros à plus de 5ans.

Une renégociation a été finalisée le 3 juin 2019 avec les banques afin de reporter les échéances des emprunts à compter de 2023.

La variation des emprunts et dettes financières s'explique comme suit :

| Nature  | Ouverture         | Variation<br>change | Augmentat.        | Diminution       | Clôture           |
|---|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles            | 21 829 172        |                     |                   |                  | 21 829 172        |
| Intérêts courus sur emprunts obligat.         | 334 981           |                     | 439 526           |                  | 774 507           |
| Emprunts bancaires périmètre France           | 24 579 622        |                     | 904               | 79 291           | 24 501 235        |
| Emprunts bancaires périmètre International    | 6 048 323         | -18 849             | 8 667 358         | 8 100 854        | 6 595 978         |
| Emprunt Crédit-vendeur                        | 1 971 000         |                     |                   |                  | 1 971 000         |
| Emprunts auprès de la Région P.D.L            | 2 000 000         |                     |                   |                  | 2 000 000         |
| Emprunts RCF                                  | 1 335 537         |                     |                   |                  | 1 335 537         |
| Intérêts courus sur emprunts                  | 120 012           |                     |                   | 3 220            | 116 792           |
| Concours bancaires courants périmètre France  | 45 723            |                     |                   | 12 715           | 33 008            |
| Concours bancaires courants périmètre Interna | 1 524 079         | -248 656            | 1 985 089         |                  | 3 260 512         |
| Emprunts en crédit-bail immobilier            | 1 089 220         |                     |                   | 218 646          | 870 574           |
| Emprunts en crédit-bail mobilier              | 29 395            |                     |                   | 29 395           |                   |
| Emprunts et dettes financières divers         | 1 728 056         | 53 533              | 135 108           |                  | 1 916 697         |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>62 635 120</b> | <b>-213 972</b>     | <b>11 227 985</b> | <b>8 444 121</b> | <b>65 205 012</b> |

Les produits constatés d'avance comprennent notamment le solde des subventions d'investissement, dont le montant s'élève à 352 k euros, contre 257k euros au titre de l'exercice précédent.

**Mobilisation d'affacturage** : 38 674 k€.

**Capital restant dû des dettes financières du groupe garanties** :

|                                       |           |
|---------------------------------------|-----------|
| • par nantissement de titres          | 47 191 k€ |
| • par privilège du prêteur de deniers | 262 k€    |
| • par gage sur matériel               | 30 k€     |
| • caution de la société mère          | 449 k€    |

**Nantissement de second rang** :

Préalablement au transfert des titres nantis dans le Patrimoine Fiduciaire, le constituant FINANCIERE DE L'OMBREE a constitué, conformément aux nantissements actuels, un nantissement de second rang sur les titres nantis au profit des créanciers bancaires nantis pour couvrir l'extension de la maturité des Crédits Senior 1 et 2 ; étant précisé que les nantissements actuels et les nantissements de 2nd rang seront maintenus pendant la durée de la convention de Fiducie nonobstant le transfert des titres nantis en application de celle-ci. Les titres nantis concernent les sociétés EOLANE COMBREE, EOLANE DOUARNENEZ, EOLANE NEUILLY-ENTHELLE, EOLANE SAINT-AGREVE, EOLANE VALENCE.

## V) Explications des postes du compte de résultat consolidé

| <b>Nature</b>                          | <b>31/12/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Production stockée                     | -312 216          | 2 709 314         |
| Production immobilisée                 | 21 505            | 910 853           |
| Subventions d'exploitation             | 344 175           | 600 366           |
| Reprises amortissements                | 40 154            | 168               |
| Reprises dépréciations actif circulant | 7 197 188         | 5 755 932         |
| Reprises provisions risques et charges | 2 057 694         | 1 659 701         |
| Transferts de charges d'exploitation   | 741 894           | 1 934 106         |
| Autres produits                        | 747 107           | 2 216 384         |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>10 837 501</b> | <b>15 788 824</b> |

### 1- Charges de personnel

| <b>Nature</b>              | <b>31/12/2018</b>  | <b>31/12/2017</b>  |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
| Salaires et traitements    | 69 657 588         | 71 146 234         |
| Charges sociales           | 21 459 718         | 21 070 619         |
| Personnel intérimaire      | 10 824 237         | 7 347 550          |
| Participation des salariés | 542 394            | 454 331            |
| <b>TOTAL</b>               | <b>102 483 937</b> | <b>100 018 734</b> |

### 2- Effectif

| <b>Nature</b>                     | <b>31/12/2018</b> | <b>31/12/2017</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Cadres                            | 430               | 379               |
| Agents de maîtrise et techniciens | 545               | 436               |
| Employés                          | 436               | 575               |
| Ouvriers                          | 1 544             | 1 247             |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>2 955</b>      | <b>2 637</b>      |

| Nature                             | 31/12/2018     |                  | 31/12/2017       |                  |
|------------------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|
|                                    | Produits       | Charges          | Produits         | Charges          |
| Gains et pertes de change          | 610 411        | 1 145 066        | 2 080 400        | 1 451 959        |
| Redevances pour brevets, licences  | 95 492         | 19 790           | 117 635          | 126 598          |
| Pertes sur créances irrécouvrables |                | 12 708           |                  | 54 887           |
| Divers                             | 41 204         | 16 931           | 18 349           | 50 139           |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>747 107</b> | <b>1 194 495</b> | <b>2 216 384</b> | <b>1 683 583</b> |

| Nature   | 31/12/2018     |                  | 31/12/2017    |                  |
|--|----------------|------------------|---------------|------------------|
|  | Produits       | Charges          | Produits      | Charges          |
| Intérêts des emprunts obligataires             |                | 439 424          |               | 194 169          |
| Intérêts des emprunts bancaires                |                | 844 562          |               | 837 560          |
| Intérêts des avances remboursables             |                | 14 613           |               |                  |
| Intérêts des dettes de crédit-bail             |                | 10 599           |               | 17 922           |
| Intérêts dettes participation des salariés     |                | 34 338           |               | 59 679           |
| Charges financières liées au factor            |                | 711 927          |               | 476 083          |
| Intérêts autres créances et dettes financières | 6 024          | 31 096           |               | 251 758          |
| Commiss. financement et intérêts bancaires     |                | 9 956            |               | 242 112          |
| Escomptes                                      | 3 436          | 20 969           | 3 005         | 17 834           |
| Gains et pertes de change                      | 47 615         | 124 690          |               | 16 231           |
| Dividendes                                     | 40             |                  |               |                  |
| Résultat de cessions de V.M.P.                 |                | 12 820           | 14 443        |                  |
| Amortissements, dépréciations, provisions      | 346 169        | 31 477           |               | 257 153          |
| Transferts de charges financières              |                |                  | 7 115         |                  |
| Autres produits et charges financiers          | 46 251         | 129 620          | 66 468        | 96 016           |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>449 535</b> | <b>2 416 091</b> | <b>91 031</b> | <b>2 466 517</b> |

| Nature                                    | 31/12/2018       |                   | 31/12/2017       |                   |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
|   | Produits         | Charges           | Produits         | Charges           |
| Produits de cession des éléments d'actif  | 3 151 218        |                   | 542 926          |                   |
| Valeur comptable éléments d'actifs cédés  |                  | 1 881 017         |                  | 6 597 301         |
| QP de subv. virée au compte de résultat   | 173 950          |                   | 420 794          |                   |
| Pénalités et amendes                      |                  | 67 946            |                  | 138 390           |
| Amortissements, dépréciations, provisions | 5 036 701        | 3 850 261         | 1 818 750        | 13 245 239        |
| Autres produits et charges exceptionnels  | 1 288 967        | 6 176 777         | 5 817 356        | 8 871 346         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>9 650 836</b> | <b>11 976 001</b> | <b>8 599 826</b> | <b>28 852 276</b> |

Le résultat de base par action est une perte par action.

Selon l'avis OEC n°27, §3, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action, car la perte diluée est inférieure à la perte de base, et l'instrument ne peut être considéré comme dilutif.

## **VI) Autres informations**

---

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, ayant des incidences financières significatives et dont la connaissance est nécessaire à la bonne information concernant l'activité et la situation financière du groupe, n'est connu à la date d'arrêté des comptes.

Les transactions qui pourraient être conclues avec des parties liées sont soit jugées non significatives, soit considérées comme conclues à des conditions normales de marché.

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.

| Nature   | Résultat           | Capital et réserves | TOTAL             |
|--|--------------------|---------------------|-------------------|
| <b>Cumul des comptes sociaux</b>                 | <b>-38 173 403</b> | <b>31 947 759</b>   | <b>-6 225 644</b> |
| Y Ecart de conversion                            |                    | 132 106             | 132 106           |
| Y Amortiss. dérogatoires frais d'acq. de titres  |                    | 672 504             | 672 504           |
| Y Elimination des dividendes                     | -5 699 871         | 5 699 871           |                   |
| Y Ecart de conversion sur élim. Dividendes       |                    | 58 233              | 58 233            |
| Y Eimin. profits sur cessions d'immobilisations  |                    | -44 611             | -44 611           |
| Y Eimin. dépréciations internes de titres        | 3 068 466          | 23 894 384          | 26 962 850        |
| Y Eimin dépréciations internes de créances       | 10 368 301         | 22 954 999          | 33 323 300        |
| Y Eimin dépréciations internes sur obligations   | 7 339 546          |                     | 7 339 546         |
| Y Provision pour impôts                          |                    | 182 752             | 182 752           |
| Y Retraitement frais d'établissement             | 9 700              | -20 208             | -10 508           |
| Y Retraitement des charges à répartir            | 3 141              | -3 022              | 119               |
| Y Retraitement écarts de conversion              | -48 390            | 123 990             | 75 600            |
| Y Amortiss. dérogatoires sur actif immobilisé    | -721 944           | 1 445 378           | 723 433           |
| Y Retraitement contrats location-financement     | -201 197           | 6 064 526           | 5 863 329         |
| Amort. Dérogatoires décalage redevances          | 228 655            | 454 205             | 682 861           |
| Y Comptabilisation des écarts d'évaluation       | -188 610           | 2 363 685           | 2 175 075         |
| Y Correction des fonds commerciaux               |                    | -578 508            | -578 508          |
| Y Amortissements des fonds commerciaux           | 5 183              | -1 157 660          | -1 152 477        |
| Y Elimination mali de fusion                     |                    | -5 106 013          | -5 106 013        |
| Rapprochement des intra-groupes                  | -349 515           | -35 916             | -385 431          |
| Elimination dette fictive IS ex-intégration fisc |                    | 113 527             | 113 527           |
| Annulation résultat FIDUCIE                      | 14 468 493         |                     | 14 468 493        |
| <b>Comptes sociaux retraités</b>                 | <b>-9 891 445</b>  | <b>89 161 981</b>   | <b>79 270 536</b> |
| <b>Intérêts minoritaires</b>                     | <b>-323 593</b>    | <b>77 873</b>       | <b>-245 720</b>   |
| Part du groupe avant élimination                 | -9 567 852         | 89 084 108          | 79 516 256        |
| - Valeur des titres                              | -                  | 63 468 944          | 63 468 944        |
| + Ecart d'acquisition                            | -                  | -5 557 705          | -5 557 705        |
| - Amortissement des écarts d'acquisition         | -6 761             | -6 430 164          | -6 436 925        |
| + Variation de périmètre                         | 21 634             | -21 634             |                   |
| <b>Part du groupe</b>                            | <b>-9 539 457</b>  | <b>26 465 989</b>   | <b>16 926 532</b> |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>-9 863 050</b>  | <b>26 543 862</b>   | <b>16 680 812</b> |